



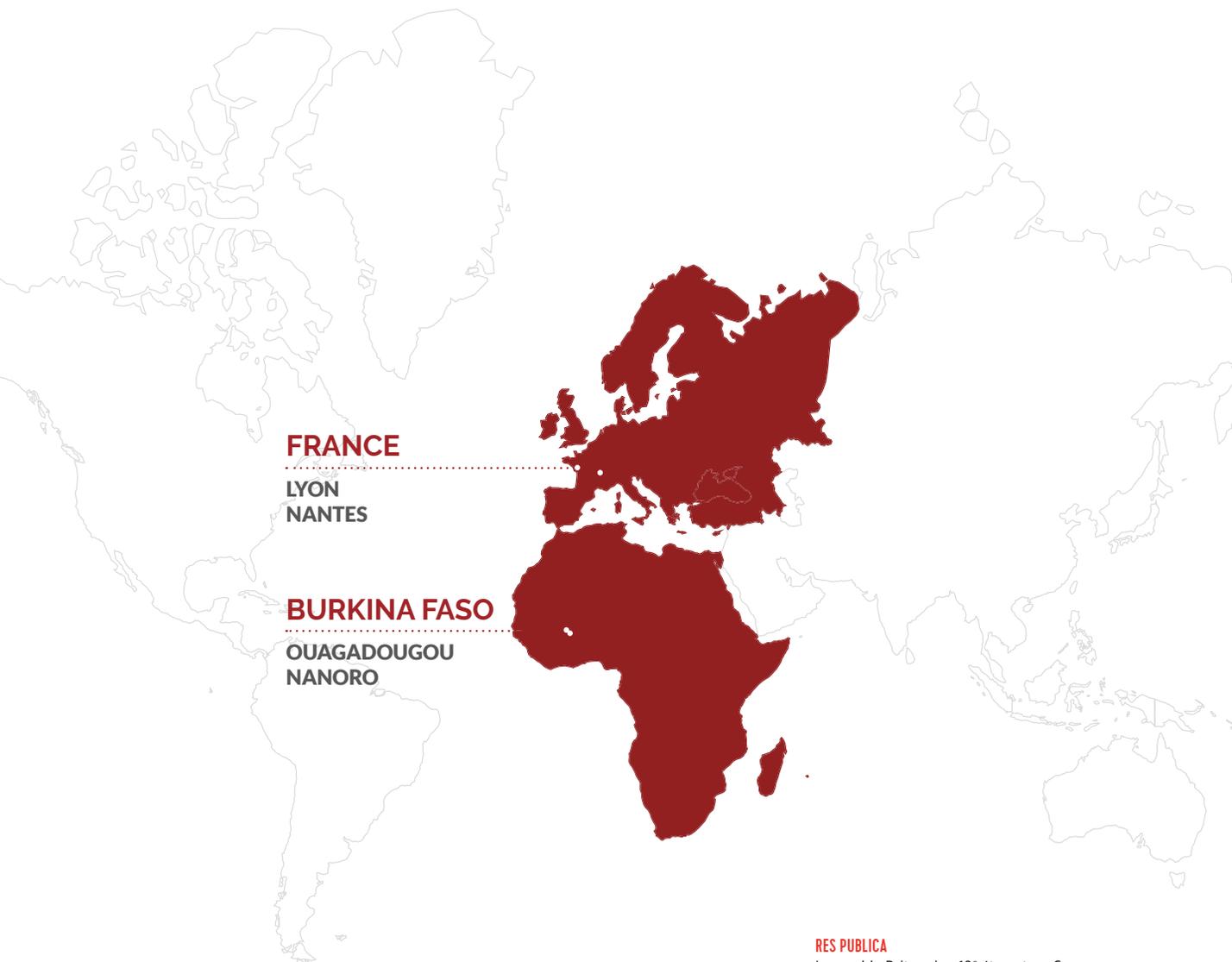
RES PUBLICA



RAPPORT D'ACTIVITÉS
2020 - 2021

20
ANS





FRANCE

LYON
NANTES

BURKINA FASO

OUAGADOUGOU
NANORO

RES PUBLICA

Immeuble Britannia - 10^e étage tour C
20 Bd Eugène Deruelle
69432 LYON CEDEX 3 (FRANCE)
Tél : +33 (0)4.37.28.62.10

ONG RES PUBLICA

11 BP 1221 CMS
OUAGADOUGOU 11 (BURKINA FASO)
Tél : + 226.25.38.03.37

SEPTEMBRE 2021

DIRECTRICE DE PUBLICATION

Françoise PERRIN

RÉDACTION

Fabien PAGES
Yves PASCOU
Salam OUEDRAOGO
Aïssata TRAORE
Anne Marie BERGER
David CONOMBO
Issoufou BADO
Eugénie TOUBANGA KABORE
Amélie NIGNAN

MAQUETTE ET MISE EN PAGE

latelierdelestuaire.com

IMPRESSION

Imprimerie Parenthèses

20 ANS	P 4
NOS PROJETS AU BURKINA FASO	P 15
NOS PROJETS EN FRANCE	P 30
MÉDIAS	P 34
FINANCES	P 40
PARTENAIRES	P 41

A woman with dark skin is shown from the chest up, carrying a large, round, light-brown clay pot balanced on her head. She is wearing a colorful headwrap with red and orange sections, a blue strapless top, and a yellow patterned garment with red and blue designs. A grey shawl is draped over her shoulders. She has a small cross necklace. The background is a field of dry grass under a clear blue sky. A red diamond-shaped graphic is overlaid on the pot, containing the text '20 ANS'.

**20
ANS**



Res Publica a 20 ans !

FRANÇOISE PERRIN - PRÉSIDENTE RES PUBLICA

20 ans ! Chez une personne, c'est généralement l'entrée dans l'âge adulte et ça se fête. Pour une association, c'est le retour sur ce qui a été accompli et sur ce qui reste à faire... En jetant un coup d'œil derrière moi, je me vois, découvrant le village de Nazoanga où le docteur Fournel m'avait emmenée. Il m'a ouvert la voie et je lui en suis reconnaissante.

J'ai vécu en immersion totale au niveau du logement de l'infirmier responsable du CSPA, André. J'ai vu défiler à son domicile de nombreux notables, chef de village, chef de terre, infirmiers, enseignants et même des voisins curieux de voir « la blanche » ... j'ai pu constater l'état délabré de l'école, le nombre pratiquement inexistant de filles scolarisées et la poignée de garçons assis pour la plupart à même le sol, les petits paniers de grains de mil humidifiés leur servant de repas à midi, le forage gâté, les enseignants logés dans la précarité sans eau ni électricité bien sûr...

RELEVER LE DÉFI DE L'ÉDUCATION ET DE LA SANTÉ...

Ce fut le déclic ! Res Publica s'investirait dans la scolarisation des enfants, en mettant l'accent sur celle des filles. Et 20 ans après, d'un village scolarisé nous sommes passés à 2, à 3 et c'est maintenant 80 écoles primaires que nous accompagnons, 19 collèges et lycées et 3 maternelles. Nous avons atteint la parité fille/garçon depuis maintenant plus de 10 ans.

Nous avons soutenu, par la prise en charge de la scolarité et la mise en place de bourses, pour les élèves de la 6ème à la terminale, plus de 17 000 jeunes depuis 2012. Nous soutenons la cantine endogène par des dotations en vivres de tous les établissements de notre zone d'intervention (Nanoro, Pella, Soaw).

Nous avons réalisé 160 forages essentiellement scolaires. Nous avons

beaucoup investi dans les infrastructures scolaires tant au niveau primaire qu'au secondaire (2 lycées, 4 collèges tous entièrement équipés de tables-bancs et de matériel divers), nous avons ouvert 3 internats pour accueillir les jeunes filles scolarisées...

Nous mettons l'accent sur les écoles maternelles. En milieu rural, celles-ci n'existent pratiquement pas... nous essayons ainsi de réduire les inégalités entre les enfants des villages et les enfants des villes.

Tout ce travail s'est fait directement sur le terrain au plus près des populations locales, des enseignants et des parents d'élèves. Ce fut un travail de longue haleine qui a demandé un investissement quotidien de notre représentant à Nanoro et de nos animateurs d'éducation, chacun prenant en charge une CEB et travaillant au plus près avec les inspecteurs et les conseillers pédagogiques.

Au fil des années, les actions menées par Res Publica se sont multipliées et étendues, notamment dans le secteur de la santé et dans celui de l'agriculture.

En matière de santé, plusieurs CSPA et centres médicaux ont été construits et équipés permettant aux populations de mieux se soigner, aux femmes d'y accoucher et de se familiariser avec le planning familial.

ACCOMPAGNER LES FEMMES...

Nous avons accompagné les femmes dans l'acquisition de leur indépendance financière en les appuyant pour initier des activités génératrices de revenus. Réunies en groupements féminins, elles ont suivi des formations et ont été alphabétisées. Leur vie a changé. Elles peuvent désormais prendre en charge les frais de scolarité de leurs enfants et leurs frais de santé.

Nous espérons avoir réussi à convaincre de l'intérêt du progrès social dans les 3 communes rurales où nous intervenons. Nous souhaitons continuer à développer ces secteurs de l'éducation, de la santé, de l'agriculture avec l'implication indispensable des populations villageoises.

Depuis trois ans, la nouvelle équipe Res Publica s'implique dans la poursuite, l'organisation et l'innovation des actions menées au Burkina Faso sous la direction générale de Fabien Pagès et la direction exécutive de Salam Ouédraogo. Je sais qu'ils auront à cœur de faire en sorte que l'intérêt général des populations soit toujours leur préoccupation principale.

Je remercie Basile Darga, André Kaboré, le personnel et les bénévoles qui m'ont épaulée dès le début dans cette aventure qui est devenue au cours de ces 20 ans une expérience enrichissante qui a permis d'aider au développement de trois communes rurales du Boulkiemdi.



L'heure du bilan

FABIEN PAGÈS - DIRECTEUR GÉNÉRAL RES PUBLICA

Un anniversaire est un moment heureux. Il est aussi le témoin du temps qui passe et l'occasion d'en faire l'inventaire. Faire le bilan des vingt ans d'actions de l'association Res Publica est un exercice difficile tant le nombre de réalisations est important !

20 ans après, nous poursuivons plus que jamais notre engagement de développement au Burkina Faso, toujours avec la même méthode. Nous nous adaptons au contexte et relevons de nouveaux défis.

J'ai le plaisir et l'honneur de vous proposer dans les quelques pages qui suivent un focus sur ces vingt années. Vous y trouverez en quelques mots, en quelques chiffres et à travers quelques images, un résumé non exhaustif des actions et de l'évolution de notre association.

Cet événement ô combien important dans l'histoire de Res Publica donne le ton de ce rapport d'activités 2020/2021. Il porte ponctuellement notre regard sur les années passées alors que nous vivons une période compliquée, une année encore chargée en restriction, annulation, impossibilité et frustration. Cette crise sans précédent impacte directement nos actions, avec l'impossibilité de tenir nos rencontres prévues dans le cadre de notre projet « Les Dynamiques – Faire avec les sociétés civiles », retarde l'ensemble des perspectives durant une bonne partie de l'année.

MAIS ENFIN NOUS APERCEVONS LE BOUT DU TUNNEL !

Avec une réelle amélioration de la situation sanitaire nous nous prenons enfin à prévoir et à organiser à nouveau. Nous allons fêter nos vingt ans et cette année 2021 se terminera avec de belles perspectives d'avenir pour Res Publica.

L'espoir de la sortie de cette crise sanitaire mais aussi de nombreuses inquiétudes concernant la situation sécuritaire au Burkina Faso. A l'heure où la région du sahel sombre dans un déséquilibre encore plus profond, le Burkina Faso subit la violence et la terreur dans une partie de ses territoires. Ces régions laissées aux mains des terroristes subissent un exode massif et un abandon sans précédent, des milliers de citoyens affluent plus au Sud, des milliers d'enfants sont déscolarisés...

Vingt ans après, nous poursuivons plus que jamais notre engagement de développement au Burkina Faso, toujours avec la même méthode et en intégrant désormais une nouvelle commune dans notre zone d'intervention. Nous nous adaptons au contexte et relevons un nouveau défi avec la prise en compte des sujets liés à l'environnement, et portons avec encore plus d'importance l'éducation des plus jeunes et des filles.

Ce rapport d'activités vous guidera à travers le temps, du passé au présent, et vous laissera entrevoir notre volonté de nous projeter pour encore au moins vingt ans dans cette formidable aventure.

JOYEUX ANNIVERSAIRE ET LONGUE VIE À L'ASSOCIATION RES PUBLICA !



Frontières

YVES PASCOU - DIRECTEUR DES PROGRAMMES

Chacun en conviendra, l'année écoulée a profondément chamboulé notre quotidien. A-t-elle pour autant transformé nos modes de vie et notre vision du monde ? Sans aucun doute pour certains, qui voient dans la situation actuelle toutes les raisons de croire en l'émergence d'un monde nouveau. Pas le moins du monde pour d'autres, qui soulignent la puissance du modèle de société dans lequel nous évoluions avant la crise sanitaire et vers lequel les citoyen.ne.s voudront revenir « comme avant ».

Res Publica souhaite animer et participer aux discussions et échanges qui doivent collectivement nous aider à dessiner le cadre de notre avenir commun.

Comme en toutes choses, la réalité est plus complexe et la « vérité » se situe probablement entre ces deux mouvements de transformation et de statu quo. Reste que la période que nous venons de traverser est marquée par une importante résurgence de la notion des frontières et des questions et fantasmes qui l'entourent. Au fond, qu'elles soient physiques ou psychologiques, nos frontières et leurs représentations ont bougé et nous interrogent.

Les frontières physiques ont resurgi et, d'une certaine manière, figé notre quotidien. Elles furent nombreuses à se manifester dans nos relations. Le port du masque et les parois en plexiglas ont établi une distance nouvelle entre les individus dans l'espace public comme dans les espaces privés tels que les EHPAD. Le rétablissement des frontières et des contrôles y afférents entre les États à l'échelle européenne et globale a grandement ralenti, et parfois stoppé, la circulation des individus et plus largement les échanges. Enfin, les conséquences économiques et sociales de la crise vont très certainement frapper durement les catégories sociales les plus défavorisées et renforcer les écarts entre les classes sociales.

Mentalement, les frontières ont également bougé. Les frontières étatiques se sont révélées, à tort ou à raison, comme un rempart efficace contre les désordres sanitaires et sécuritaires contemporains. Les frontières de nos modes de vie et de nos représentations ont également été travaillées en profondeur. Où vivre désormais, en milieu urbain ou rural ? Comment consommer, local ou global ? Quel avenir commun dans une société en proie à l'individualisation et aux regroupements identitaires accélérés par les réseaux sociaux ? Comment décider dans un monde de plus en plus interdépendant et complexe ? Quelles gouvernances entre multilatéralisme et « exécutivisme » autoritaire ? Etc.

Ces questions, qui ont toujours existé, ont émergé avec force dans nos réflexions et discussions. Parfois, elles se sont imposées sans pour autant que l'on ait pu y répondre ou même trouver les commencements de réponses.

Res Publica ne prétend pas avoir « LA réponse ». En revanche, l'association souhaite animer et participer aux discussions et échanges qui doivent collectivement nous aider à dessiner le cadre de notre avenir commun. Cet exercice, passionnant et vertigineux, doit aussi nous inviter à poser la gomme et le crayon sur les multiples frontières qui structurent nos relations et nos représentations.



Maintenir nos engagements aux côtés des populations du Burkina Faso

SALAM OUEDRAOGO - DIRECTEUR EXÉCUTIF AU BURKINA FASO

Res Publica travaille à éveiller les consciences citoyennes, à faire évoluer les mentalités et les comportements autour d'une valeur essentielle « l'intérêt général ».

En plus de cette crise sécuritaire, s'ajoute la crise sanitaire de la COVID-19 avec son lot d'incertitudes et de mesures qui fragilisent encore plus les populations déjà éprouvées.

Malgré cette situation qui n'est guère reluisante et qui ébranle les activités des ONG et associations exerçant au Burkina, Res Publica reste toujours aux côtés de cette population qui s'organise pour survivre et sortir de cette impasse.

Par le maintien de son programme « Education pour tous », elle travaille à éveiller les consciences citoyennes, à faire évoluer les mentalités et les comportements autour d'une valeur essentielle « l'intérêt général ». Cet engagement s'est concrétisé au cours de l'exercice 2020-2021 par :

- la réalisation d'infrastructures scolaires dont 17 salles de classes, 4 logements pour enseignants, 6 latrines, 3 cuisines et 9 forages ;

- la poursuite de notre stratégie pour maintenir les élèves dans leur parcours scolaire, en particulier les filles (notamment le parrainage d'élèves issus de familles modestes, l'appui aux cantines endogènes, l'appui au fonctionnement de 3 internats pour filles).

- le maintien des formations continues au profit des enseignants et des autres acteurs de l'éducation pour améliorer la qualité de l'éducation.

Sur le plan de la santé, en collaboration avec « EMEJ », une association partenaire, nos actions marquantes de cet exercice pour améliorer l'offre de prise en charge sanitaire des populations ont été la mise à disposition d'une ambulance à la population du village de Soum, la réalisation d'un laboratoire biomédical, tout équipé pour le centre médical de Nanoro et la construction de deux logements pour le personnel de santé du village de Dacissé.

Sur le plan de la sécurité alimentaire, notre équipe agropastorale a continué son appui aux organisations de producteurs, en particulier celles des groupements féminins par une série de formations techniques et organisationnelles afin d'améliorer leurs compétences et leurs capacités de prise en charge des familles à travers des activités génératrices de revenus (AGR).

Grâce à notre appui financier, au cours de cet exercice, l'atelier de transformation de déchets plastiques de l'Association Yamba-D est effectif à Nanoro. Cet

atelier connaît une forte adhésion des groupements de femmes chargées de la collecte des déchets. Non seulement il permettra d'assainir la commune, de distribuer des revenus aux femmes, d'embaucher quelques jeunes mais aussi d'éviter la déforestation.

Toutes ces actions ont pu être réalisées dans ce contexte préoccupant de crises sécuritaire et sanitaire grâce à la bonne collaboration du pouvoir public, de ses démembrés, des partenaires et surtout de l'adhésion des populations bénéficiaires.

Nous leur traduisons nos sincères remerciements, ensemble nous pourrions atteindre notre objectif global de progrès social.

Res Publica poursuit et s'adapte

FABIEN PAGÈS - DIRECTEUR GÉNÉRAL RES PUBLICA

Dans un contexte mondial de plus en plus fragile et incertain, Res Publica s'adapte et construit autour des thématiques qui concernent l'intérêt collectif. Nos actions, nourries par vingt ans d'expérience, se recentrent sur l'Europe et l'Afrique.

Les questions liées à l'environnement que nous approchons à travers notre soutien à l'agriculture au Burkina Faso, occupent désormais une place importante avec la mise en œuvre d'actions liées à la gestion des déchets et à la valorisation et transformation des sachets plastiques. Une unité de transformation a vu le jour fin 2020 sur notre zone d'intervention, permettant de débarrasser le paysage des sachets plastiques pour en faire des tables-bancs à destination des écoles, collèges et lycées.

SOUTENIR, ACCOMPAGNER AVEC PLUS DE PROXIMITÉ...

Toujours au Burkina Faso avec la même méthode de développement, nous favorisons l'émergence des économies circulaires qui permettent aux populations de récolter les fruits de leurs actions. Nous poursuivons plus que jamais l'idée que le « bon » développement est celui de l'engagement et de l'autonomie. A l'heure d'une période extrêmement troublée au niveau mondial, doublée des difficultés à l'échelle du Burkina Faso et de ses pays voisins, nous soutenons et accompagnons avec encore plus de proximité les populations de notre zone d'intervention.

Depuis 2018, Res Publica entre dans une nouvelle dynamique en exploitant et en mettant en lumière toutes ces années d'expérience. Nous avons engagé ce travail en construisant nos propres projets auxquels nous avons associé des partenaires sensibles à notre démarche. Autour des thématiques qui traversent l'actualité parfois brûlante de nos sociétés, nous créons Migrations en Questions. Ce projet qui a pour ambition d'apporter une information objective sur les phénomènes migratoires est très

Notre expérience en Afrique et notre place de citoyens européens nous conduisent à questionner nos liens. Ces deux continents, voisins et frères, séparés par la mer Méditerranée doivent faire face à des défis communs. Le futur des populations africaines et européennes est lié et leur collaboration actuelle et future, inévitable.

vite plébiscité. Il se développe depuis trois ans et s'intègre dans le champ de l'éducation, reconnu grâce à sa diffusion par des partenaires prestigieux (LUMNI France Télévisions, l'académie de Nantes).

L'avenir de nos sociétés et de leurs citoyens reste un sujet majeur qui dirige nos projets et nos actions. Le projet « Les Dynamiques – Faire avec la société civile » a l'ambition de (re)placer la société civile au centre du débat et de la décision publique. Pilier déterminant de la démocratisation, la société civile est par sa puissance et sa diversité l'expression la plus large de l'intérêt général. Notre expérience en Afrique et notre place de citoyens européens nous conduisent à questionner nos liens. Ces deux continents, voisins et frères, séparés par la mer Méditerranée doivent faire face à des défis communs.

Le futur des populations africaines et européennes est lié et leur collaboration actuelle et future, inévitable.

De nombreuses perspectives pour les prochaines années, à travers nos réflexions sur l'avenir de nos deux continents, au niveau démographique, économique et géopolitique, mais surtout de l'action. Avec la même volonté de « faire passer le message » nous souhaitons aller en direction des publics jeunes. Une nouvelle mouture du Festival des idées « La Chose Publique » chère à Res Publica est en cours de création pour le mois de mars 2022, la place de la société civile au cœur de l'appareil démocratique sera le fil rouge de nombreux débats et discussions.

Pour au moins encore vingt ans, nous gardons l'ambition de poursuivre nos objectifs et nos actions en Afrique et en Europe avec la volonté d'établir des synergies fortes entre les deux continents.



Vingt ans pour quel développement ?

FABIEN PAGÈS - DIRECTEUR GÉNÉRAL RES PUBLICA

Il serait difficile de faire le bilan de 20 années d'action de l'association RES PUBLICA sans repartir de l'historique de sa création et des choix stratégiques qui ont organisé son évolution.

Bien que créée officiellement en 1997, l'association se lance dans une implantation effective en 2001 au Burkina Faso. Les fondateurs Françoise et Jean-Claude PERRIN, inscrits dans une carrière professionnelle florissante, font le choix de développer leur propre association. En deux mots, Res Publica, le nom de l'association résume le message et l'action portés par ses fondateurs. La chose publique est l'affaire de tous, pour tous. Il s'agit donc au travers de cette association de favoriser l'action citoyenne au service de l'intérêt général. Ces valeurs guident encore aujourd'hui nos activités avec la même détermination, celle de participer à la construction de sociétés plus justes, plus inclusives, plus agiles, plus citoyennes.

Comme aime à le raconter Jean-Claude PERRIN, le choix de s'implanter au Burkina Faso relève d'un simple concours de circonstances. En proposant un soutien financier à une petite association de l'Ain (Entraide Médicale Eugène Jamot) qui intervient dans une commune rurale du Burkina Faso, Françoise et Jean-Claude PERRIN

décident d'y implanter Res Publica. Ils sont tout de suite sensibles au manque d'infrastructures et à la désorganisation dans le domaine de l'éducation. Pas de bâtiments pour recevoir les élèves et peu d'enfants scolarisés.

INTERVENIR DANS LE DOMAINE DE L'ÉDUCATION PREND TOUT SON SENS AU REGARD DES VALEURS QUI FONDENT RES PUBLICA

Les dés sont jetés. En plus de poursuivre son soutien financier auprès l'association EMEJ qui intervient dans le domaine de la santé, Res Publica se lance dans le développement en proposant de s'impliquer dans la construction d'écoles au sein du village de Nazoanga. Ce village fait partie de la commune de Nanoro ce qui élargit la liste des besoins en matière d'infrastructures scolaires, liste à laquelle va s'intéresser l'association.

Intervenir dans le domaine de l'éducation prend tout son sens au regard des valeurs qui fondent Res Publica. Permettre l'accès à l'école, aux apprentissages, aux savoirs, est le moyen

de former les citoyens de demain, de construire les sociétés futures. Ces perspectives conduisent logiquement Res Publica à soutenir la scolarisation des plus démunis et des filles. Un premier challenge lorsque l'on sait quelle place occupent les filles et les femmes dans les familles paysannes burkinabè. La femme est celle qui travaille au champ et qui assume l'ensemble des tâches quotidiennes. Difficile donc de convaincre en proposant une vision progressiste à ces familles ancrées dans les traditions.

Les investissements sont engagés et plusieurs établissements scolaires sortent de terre dans la commune de Nanoro. D'abord des écoles primaires, puis des collèges, puis des lycées. Deux communes proches et particulièrement difficiles d'accès sont alors elles aussi dotées au fil des années de nouvelles infrastructures scolaires. Le secteur de la santé n'est pas en reste. Res Publica construit plusieurs dispensaires qui répondent aux besoins des populations. L'offre de soins se développe au sein des trois communes et une attention particulière est portée sur la construction

de maternités ; quoi de plus normal au regard du nombre de naissances par femme qui malgré une diminution lente et régulière au fil des années, est d'un peu moins de 5 enfants par femme au niveau national en 2019.

En plus de s'implanter au Burkina-Faso Res Publica, dont le siège se trouve à Lyon, finance un certain nombre d'actions et de « bonnes œuvres ». Là encore, l'accompagnement d'associations partenaires se doit d'être en correspondance avec les valeurs fondatrices. Qu'il s'agisse d'actions humanitaires, sociales, culturelles, l'ensemble des acteurs se retrouve à travers la volonté d'œuvrer pour l'intérêt général. Durant plusieurs années, Res Publica s'investit dans de nombreux pays. Au Nicaragua avec l'association Aqua Para La Vida qui agit pour l'adduction d'eau dans des territoires reculés du pays, à Madagascar avec le soutien à l'association Steph'Andava qui œuvre dans l'éducation, au Liban et en Biélorussie par des soutiens individuels au long cours d'enfants en situation difficile. Et puis en France, avec la volonté de transmettre un message, avec la création de l'association l'Europe des Citoyens ou encore le festival des idées « la Chose Publique ».

Qu'il s'agisse d'actions humanitaires, sociales ou culturelles, l'ensemble des acteurs se retrouve à travers la volonté d'œuvrer pour l'intérêt général.

L'association prend au fil des années de l'ampleur par le développement de ses activités au Burkina Faso, le nombre de projets soutenus et la volonté de créer et porter ses propres projets. Depuis ces trois dernières années, des projets d'envergure tels que « Migrations en Questions », « Les Dynamiques – Faire avec la société civile » amènent Res Publica sur la scène européenne et africaine. L'association se structure et compte aujourd'hui 4 salariés en France et 19 au Burkina.

Permettre l'accès à l'école, aux apprentissages, aux savoirs, est le moyen de former les citoyens de demain.

L'histoire nous donne à comprendre la genèse et l'évolution de l'association Res Publica, mais l'impact de ses réalisations au Burkina Faso relève de la méthode de développement mise en place :

- Une zone d'intervention définie et circonscrite à trois communes (quatre en 2022) dans la province du Boulkiemdé, région du Centre-Ouest du Burkina Faso, afin de ne pas « s'éparpiller », de favoriser le développement au niveau local, proche des bénéficiaires ;

- La volonté de proposer un appui, un accompagnement dans les domaines principaux : Education, Santé, Agriculture. En plus de pallier le manque d'infrastructures Res Publica accompagne à la « bonne » gestion des dispositifs et du fonctionnement de la commune.

- Porter l'intérêt général en favorisant l'implication citoyenne dans les actions réalisées. L'implication villageoise, des autorités coutumières, régionales et communales est indispensable. Elle devient le gage de la mise en œuvre et de la réussite de tous projets.

- Une présence permanente sur le terrain. Au fil des années, Res Publica a constitué son équipe prenant en compte la nécessité de chaque domaine d'intervention en recrutant des agents vivant sur les communes d'intervention. Ainsi, en plus de la présence importante des fondateurs et dirigeants français, une organisation contribuant à un suivi efficace a été mise en place ;

- Proposer et convaincre des intérêts du progrès social dans une zone rurale du Burkina Faso. Res Publica a mis l'accent sur l'importance de la scolarisation des filles, la création d'écoles maternelles en milieu rural réservées jusqu'à lors aux citadins, l'évolution de la qualité des enseignements par la formation, la qualité de l'offre de soins et le développement de la sensibilisation et de la prévention en matière de santé, la création de nouvelles sources de revenus par la transformation de produits issus de l'agriculture, la formation en techniques agricoles, l'alphabétisation des femmes ;

- Une gestion financière rigoureuse, organisée et suivie. Dans sa conception du développement, Res Publica est attentive à la destination de chaque dépense. C'est grâce aux choix méthodiques évoqués précédemment (zone d'intervention, présence sur le terrain, implication des partenaires) que les dépenses sont maîtrisées et surtout suivies dans leur utilisation.

Si ces quelques points de méthode semblent relever d'une évidence, ils ont le mérite par leur application, d'avoir pérennisé les actions de l'association au Burkina Faso durant ces vingt dernières années. Il est alors facile de transposer cette expérience au bénéfice du développement de nos projets en France et en Europe.



20 ANS

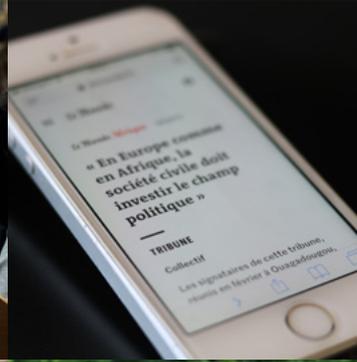


Réflexion, dialogue, synergie, partage, caractérisent notre manière de travailler

L'association Res Publica développe ses activités principalement en Europe et en Afrique de l'Ouest. Ses bureaux sont à Lyon et à Ouagadougou.



Nous élaborons et accompagnons des projets destinés à favoriser la citoyenneté et l'intérêt général en partenariat avec des acteurs publics et privés.



Présente au Burkina Faso depuis 2001, Res Publica participe au développement du pays.



?
QU'EST-CE QUE L'APPEL D'AIR ?

?
QUELLE PROTECTION POUR LES REFUGIES CLIMATIQUES ?

MIGRATIONS QUESTIONS



Nos projets s'inscrivent dans une logique d'évolution à long terme qui s'adapte aux enjeux futurs



En chiffres

**20
ANS**



**DÉPENSES DE
DÉVELOPPEMENT
PAR HABITANT**



**BUDGET RES PUBLICA
EN 20 ANS
34 000 000 €**

**DÉPENSES PROJETS
BURKINA FASO**

**75 % du budget
soit 25 500 000 €**

POPULATION

**94 541 habitants (2019) soit
13,48 € par an et par habitant**



**CONSTRUCTIONS
ET RÉNOVATIONS**



ÉDUCATION

**17 établissements
scolaires construits et équipés**

**575 salles de classe et blocs
administratifs**

383 Logements d'enseignants

3 Internats pour filles

160 forages



SANTÉ

**42 infrastructures sanitaires
(dispensaires, maternités,
logements de soignants)**



CULTURE

**4 bibliothèques
et 1 médiathèque**

**2020
2021**



ACCOMPAGNEMENTS



ÉLÈVES

**369 élèves
dont 50 % de filles
en CEEP (maternelle) :**

**19 457 élèves
dont 51 % de filles
au primaire**

**8 741 élèves
dont 51 % de filles
au secondaire**



CANTINES ENDOGÈNES

**99 écoles
bénéficiaires**

**28 198 élèves
bénéficiaires**



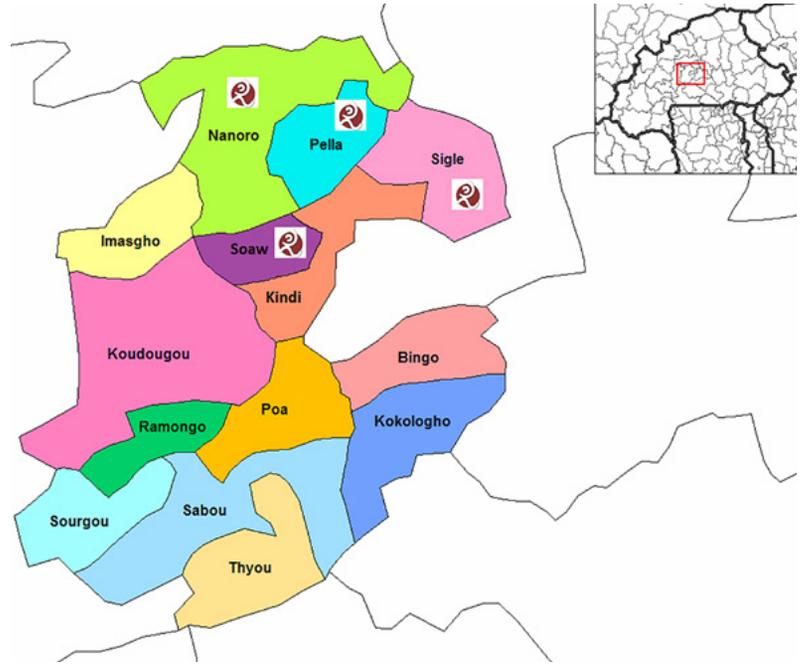
NOS PROJETS AU
BURKINA FASO



BURKINA FASO, ÉTENDRE NOTRE CHAMP D'ACTION

La commune de Siglé intègre la zone d'intervention de Res Publica

- ◆ 18 VILLAGES
- ◆ 35 273 HABITANTS
- ◆ 15 000 ÉLÈVES
- ◆ 54 ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES



Commune voisine de Pella, Siglé et sa population vont bénéficier dès 2022 de l'implication de l'association Res Publica. Toujours avec la même méthode, nous nous intéresserons aux infrastructures scolaires et sanitaires ainsi qu'à leur fonctionnement. Une convention cadre fixant les champs d'intervention et le rôle de chacun sera signée avec la commune.

Siglé compte 35 273 habitants pour une superficie de 450 km². Ce qui en fait une commune rurale importante. Elle regroupe 18 villages et compte un peu moins de 15 000 enfants scolarisés tous niveaux confondus. Un certain nombre d'infrastructures scolaires existent puisque l'on compte 1 école maternelle, 38 écoles primaires, 13 collèges et 2 lycées. Ces dernières sont toutefois souvent vétustes et insuffisantes portant les effectifs par classe bien au-delà des 70 élèves. La présence de 2 lycées ne laisse pas beaucoup de possibilités aux élèves en fin de collège qui sont pour un certain nombre dans l'obligation de se déplacer vers une autre commune. Un établissement scolaire fonctionne difficilement sans la présence de toilettes (latrines), de cuisine pour la cantine et sans eau potable (forage).

La commune de Siglé s'est organisée autour d'un plan communal d'investissement qui date de 2018 et qui fixe les prévisions des constructions jusqu'en 2025. Ainsi, le plan définit la construction de trois établissements scolaires dans les trois ans à venir. La commune et ses citoyens sont engagés et veillent à la mise en œuvre effective des actions prévues.

Avec ses 35 273 habitants, la commune de Siglé va bénéficier dès 2022 de l'implication de l'association Res Publica

Siglé comme les autres communes voisines fait face à l'urgence de l'accueil des familles déplacées. Les populations fuyant le nord du pays s'installent dans des régions plus sûres. En plus des questions sanitaires et sociales liées à cet exode, il faut accueillir les enfants à l'école pour leur permettre de poursuivre leur scolarité. Le village de Tia sur la commune de siglé a accueilli 100 élèves dans une école sous paillote construite à la hâte.

Les besoins sont donc bien présents sur la commune de Siglé, dans laquelle nous nous inscrirons dans la durée et étudierons les projets de création d'infrastructures scolaires.

L'intégration de la commune dans notre zone d'intervention amène Res Publica à toucher désormais plus de 130 000 habitants, dont près de 40 000 élèves. Nous mènerons nos actions à moyens constants pour 2022, ce qui nous permettra d'évaluer notre capacité à répartir encore plus efficacement nos compétences.

Longue vie au partenariat avec les habitants de Siglé, que nous souhaitons collaboratif, rationnel et fructueux !

COLLECTE DES DÉCHETS PLASTIQUES À NANORO

les femmes engagées pour l'environnement

- ◆ 28 TONNES DE PLASTIQUES COLLECTÉES.
- ◆ 70 FEMMES FORMÉES POUR LA COLLECTE

Située dans la province du Boulkiemdé, région du Centre-Ouest du Burkina Faso, la commune de Nanoro compte près de cinquante mille habitants. Elle s'étend sur un vaste territoire regroupant quinze villages. Depuis le mois de janvier 2021 soixante-dix femmes portant des gilets jaunes arpentent la commune, munies de gants et d'un grand sac tissé. Elles collectent des sachets plastiques éparpillés au gré des vents, qui envahissent les champs, arbres et buissons et donnent au paysage l'aspect d'une immense décharge à ciel ouvert.

Habibou Ouedraogo porte son gilet et collecte autant de sachets plastiques qu'elle peut mettre dans son sac. Elle a 60 ans et nous connaît depuis que nous sommes installés dans ce village. Vingt ans que Res Publica apporte son soutien et œuvre au développement de cette commune. Nous avons découvert ce village et ses habitants en accompagnant une association partenaire qui avec ses faibles moyens s'employait à améliorer la prise en charge médicale. Une rencontre avec ce territoire marquée par une attirance certaine pour ces villageois et par le constat de besoins immenses dans tous les domaines.

Voisin de quatre kilomètres de Nanoro, Sibago est le village d'Habibou. Elle est l'une des épouses du Naaba (chef du village) et a eu six enfants. L'aîné en 1985, le cadet en 2011. La vie s'organise dans la concession, les maisons en banco de chaque femme sont disposées en cercle autour d'une cour commune. Les greniers aux toits de chaume pointus,

et les lieux de stockage des récoltes prennent place dans ce cercle. Les animaux, poules, moutons, chèvres, gravitent dans et autour de la cour sans organisation particulière, ils font partie des lieux. Seuls les bœufs, les ânes restent, parfois entravés, à l'extérieur du cercle.

Et puis il y a les enfants. Ici dans la concession, ils sont trente et un. Il y a ceux des quatre épouses mais aussi « les recueillis ». Une des filles d'Habibou s'est éteinte en mettant au monde des jumeaux. Elle a recueilli ses petits enfants qui ont aujourd'hui trois ans. Et puis, il y a encore deux orphelins, faisant parti de la famille plus éloignée, dont elle assure aussi l'accueil et l'éducation. Beaucoup de bouches à nourrir !

HABIBOU ET LES 43 FEMMES DE SIBAGO ONT COLLECTÉ PLUS D'UNE TONNE DE SACHETS EN QUELQUES SEMAINES POUR UN GAIN DE CENT MILLE FRANCS CFA (150 EUROS).

La collecte des sachets plastiques, une nouvelle activité qui vient améliorer l'ordinaire. Jusqu'à ce mois de janvier 2021, ils n'avaient aucune valeur. Désormais, ils sont rachetés 100 francs CFA (0,15 euros) le kilo aux collecteuses. Ils sont collectés et rachetés pour être transformés en tables-bancs qui équipent les salles de classe. Les plateaux, les assises et les dossiers traditionnellement en bois sont remplacés par du plastique issu de cette transformation. Les sachets sont fondus, moulés et pressés afin d'obtenir les éléments constituant la table. Le



châssis lui, reste en métal soudé.

Le hasard des rencontres a mis Res Publica sur la route de la Coopérative Yamba-D en 2018. Sous l'impulsion de ses fondateurs, elle crée un prototype de table-banc en plastique. Immédiatement séduits par l'idée et par le produit, nous travaillons ensemble pour développer une unité de production au sein de notre zone d'intervention, à Nanoro. Cet atelier construit en fin d'année 2020 démarre sa production début janvier 2021.

En plus de participer à assainir l'environnement, ce process permet de lutter contre la déforestation. La fabrication d'une table permet de retraiter 50 kg de sachets en remplacement du bois habituellement utilisé.

Habibou et les 43 femmes de Sibago ont collecté plus d'une tonne de sachets en quelques semaines pour un gain de cent mille francs CFA (150 euros). Cette somme est mise dans le pot commun, c'est la règle du groupement. La première somme gagnée dans le cadre d'une activité collective devient un fonds de solidarité. Si des membres du groupe rencontrent une situation difficile, un prêt sera accordé et prélevé sur ce fonds. Les sommes gagnées par la suite seront réparties entre les membres du groupe. Un bel exemple de solidarité.

PARTENARIAT RES PUBLICA/ YAMBA-D À NANORO

Un nouvel atelier pour valoriser les déchets et éveiller les consciences

- ◆ 1 000 TABLES-BANCS PRODUITES
- ◆ 28 TONNES DE DÉCHETS VALORISÉES
- ◆ 10 SALARIÉS

Res Publica est partenaire de la coopérative Yamba-D depuis ses premières productions. Elle soutient la coopérative par l'achat de tables-bancs recyclées pour l'équipement de ses écoles. En 2021, l'association a investi dans la réalisation d'un atelier de tri et de valorisation des déchets plastiques dans la commune rurale de Nanoro. Fabien Pagès, directeur général de Res Publica a procédé à son inauguration le 27 février 2021. L'atelier compte une dizaine de salariés et noue des partenariats avec plusieurs groupements de femmes pour la collecte et le tri de la matière première. Celles-ci sont payées pour un approvisionnement régulier et cette collaboration permet ainsi de faire tourner l'économie locale.

BILAN DE L'ACTIVITÉ À NANORO

Depuis son démarrage en décembre 2020, l'atelier a produit 1 000 tables-bancs au prix des marchés publics. Dix employés rémunérés à 100 000 CFA ont pu être recrutés. Ces salaires sont versés sur toute l'année pour 5 fondeurs et 5 soudeurs. 28 tonnes de déchets ont été valorisées et ont généré jusqu'à 2 800 000 CFA soit 4 270 €, au bénéfice des associations de collecte qui regroupent environ 70 femmes. Les revenus de la collecte les aident à s'émanciper. Autre avantage, le paysage de Nanoro change et les sachets plastiques sont beaucoup moins présents



Res Publica a investi en 2020 dans la réalisation d'un atelier de tri et de valorisation des déchets plastiques dans la commune rurale de Nanoro. Soixante-dix femmes assurent le ramassage et le tri des sachets plastiques pour alimenter l'atelier.

aujourd'hui. 1 000 tables bancs se substituent à 1 500 planches, soit la coupe d'environ 150 arbres, ce qui permet de lutter efficacement contre la déforestation.

PÉRENNISATION DE L'ACTIVITÉ

La vente des productions de l'atelier génère un profit. Toutefois l'accès aux commandes publiques par les mairies qui bénéficient du service d'assainissement induit par l'activité de la coopérative reste trop marginal. Maintenant que le message est passé, il serait temps que les autorités prennent en compte l'intérêt d'équiper les écoles avec le mobilier issu du recyclage.

LA TECHNIQUE YAMBA-D

Pour rappel, la coopérative Yamba-D a mis au point un procédé de transformation de déchets plastiques et assure depuis 2017, la production semi-industrielle de mobiliers scolaires moulés à partir des déchets plastiques ménagers. Ce matériau plastique vient

en substitut du bois, dont la surexploitation est problématique dans ce pays du Sahel. Son action contribue à réduire dans les quartiers le fléau des sachets plastiques, à valoriser la matière déchet auprès des collecteurs et à créer des emplois locaux très attractifs. Elle utilise principalement les déchets des sachets en plastique que l'industrie ne sait pas recycler et vend des tables bancs conformes au modèle en usage au prix des marchés publics en assurant des revenus conséquents pour les associations de collecte et un service d'assainissement. Ces compétences bénéficient d'une expertise économique et environnementale très favorables et maintenant reconnues. Cette expérience sur la valorisation des déchets s'est transformée en expertise. Cette solution est une des plus pertinentes pour affronter à l'échelle des villes « du Sud », le fléau de la pollution du plastique.

Jean Marie PERDRIX,
coopérative Yamba-D

SOUTENIR LA SCOLARISATION DES FILLES

Zoom sur le pensionnat de jeunes filles de Pella

◆ COMMUNE DE PELLA

◆ 45 FILLES EN 2020-2021



Le pensionnat de Pella offre un cadre idéal d'études aux filles issues de milieux très modestes confrontées aux obligations familiales (travaux aux champs, tâches ménagères...) et au poids des traditions (mariages forcés, grossesses précoces...).

Ouvert à la rentrée scolaire 2018-2019, le pensionnat de Pella est une initiative de Res Publica qui vise à maintenir les jeunes filles au collège et leur offrir ainsi un meilleur cadre de travail, pour mieux les inciter à terminer leur cursus secondaire.

La première promotion comptait 22 filles. La deuxième année, l'effectif est passé à 37 élèves avec de bons taux de réussite aux examens. Ces résultats encourageants ont permis de convaincre davantage de parents pour inscrire leurs filles au pensionnat. L'effectif est aujourd'hui passé à 45 filles pour l'année scolaire 2020-2021. En cette fin d'année scolaire seule une candidate était en terminale et a obtenu son bac avec succès. Une jeune fille sur quatre présentées, a réussi son BEPC.

LE PENSIONNAT, UN CADRE D'ÉPANOUISSEMENT POUR LES JEUNES FILLES

Le pensionnat de Pella offre un cadre idéal d'études aux filles issues de milieux très modestes confrontées aux obligations familiales (travaux aux champs, tâches ménagères...) et au poids des traditions (mariages forcés, grossesses précoces...). Plusieurs activités y sont menées pour permettre aux filles de se sentir à l'aise (activités socioculturelles et jardinage).

L'objectif recherché par ce pensionnat est de créer un cadre d'épanouissement et d'éducation au profit des jeunes filles de la zone d'intervention de Res Publica afin de leur assurer un succès et un meilleur avenir.

FOCUS SUR « LES PROJETS ÉCOLE »

Entretien avec M. Bado, directeur de l'école de Zikiemdin à Soaw



Séni : Pouvez-vous faire une présentation brève de l'école de Zikiemdin ?

C'est une école primaire de la commune de Soaw (province du Boulkiemdé). Elle a dix ans d'existence car elle a été construite et équipée en 2011 et normalisée en 2014 par Res Publica. Le personnel enseignant est au nombre de sept. Nous avons un effectif actuel de 215 élèves pour 111 garçons et 104 filles. Pour cette année 2020-2021, le nombre de candidats pour l'examen du CEP est de 34 soit 11 garçons et 23 filles.

Qu'entendez-vous par projet école ?

C'est une initiative propre à l'ONG Res Publica qui consiste à promouvoir et à redynamiser les activités péri-parascolaires dans les écoles et à contribuer à l'amélioration de la qualité de l'enseignement.

Quelles sont les activités menées à travers ces projets écoles ?

Il s'agit notamment du jardinage scolaire, de l'hygiène et de l'assainissement, du sport et des activités socioculturelles mais également de l'aviculture scolaire et le champ scolaire récemment introduits par l'équipe enseignante de Zikiemdin.

Quels sont les avantages de ces activités ?

Toutes ces activités menées par les élèves eux-mêmes sous l'encadrement de leurs enseignants et les APE/AME contribuent énormément à leur formation intégrale. En effet l'activité du jardinage, pour laquelle les acteurs (enseignants et parents d'élèves) ont bénéficié de formations en maraîcher-culture

par le responsable agropastoral de Res Publica, familiarise les élèves non seulement avec les différentes productions maraîchères mais contribue aussi à l'amélioration de la cantine scolaire de l'école. Les activités sportives et culturelles développent d'énormes facultés chez les enfants et favorisent leurs apprentissages scolaires.

La promotion de l'hygiène à l'école contribue à assainir le cadre de vie des élèves partout autour d'eux. Les plantations d'arbres dans les domaines scolaires accroissent les cadres d'études des élèves grâce à l'ombrage et inculquent aux élèves l'écocitoyenneté.

La pratique de l'élevage des poulets à l'école de Zikiemdin est la nouvelle trouvaille que l'ONG Res Publica a bien accompagnée depuis l'année scolaire 2019-2020. Cela est un cadre d'apprentissage qui va sans doute permettre aux élèves d'acquérir des connaissances de base sur l'élevage de la volaille telles que leur alimentation, leur prophylaxie, leur rendement. Cette activité lucrative pratiquée dans tous les villages permettra aux élèves d'aider leurs parents à la maison afin d'atteindre une autonomie financière.

A quoi servent vos productions de champs scolaires et d'élevage ?

Tout comme les produits du jardinage, une partie des poulets est utilisée pour renforcer la cantine scolaire et l'autre partie est vendue pour relancer l'activité. Quant au champ scolaire, c'est essentiellement du niébé qui y est produit pour accompagner la cantine endogène.

Pensez-vous que ces activités puissent se poursuivre sans l'appui de Res Publica ?

Les activités péri-parascolaires sont incluses dans les programmes scolaires à travers les APP (Activités Pratiques de Production). L'école de Zikiemdin les réalisait déjà sans difficultés mais grâce à l'appui de l'ONG Res Publica, à travers des formations et la dotation en matériels, les activités se déroulent de mieux en mieux et pourraient, à terme, être poursuivies sans accompagnement.

Rencontrez-vous des difficultés majeures dans la réalisation de ces activités ?

Les principales difficultés sont liées aux pannes intempestives du forage car il est trop sollicité dans la production maraîchère et cela affecte beaucoup nos rendements. Il y a également le manque d'espace aéré pour les poulets ; celui réalisé par les parents est de plus en plus exigu au fil de l'évolution de la volaille.

Un dernier mot ?

Nous saisissons l'occasion pour remercier l'ONG Res Publica à travers ces actions multiformes pour l'amélioration de l'accès à l'école et de la qualité de l'éducation dans sa zone d'intervention. Il faut noter qu'en dehors des projets écoles, toutes les écoles de la CEB de Soaw bénéficient de formations, d'appuis aux activités génératrices de revenus des associations des Mères Éducatrices, de dotation en vivres et d'appui en infrastructures.

Geoffroy BADO,
directeur de l'école de Zikiemdin

LES STAGES DE FORMATION CONTINUE DES ENSEIGNANTS

Pour l'amélioration de la qualité des enseignements

- ◆ 1 FORMATION / AN
- ◆ 3 COMMUNES RURALES
- ◆ 80 ÉCOLES PRIMAIRES



L'une des caractéristiques des circonscriptions d'Éducation de Base (CEB) de la zone d'intervention de l'ONG Res Publica est la jeunesse du personnel. Dans la quasi-totalité des CEB, les enseignants dans la grande majorité sont des instituteurs adjoints certifiés ou de nouveaux instituteurs certifiés avec une ancienneté de service généralement en dessous de dix ans. Cette jeunesse peut être un atout avec une formation permanente et conséquente.

Pour concilier l'exigence de la qualité des apprentissages et la gestion des larges effectifs, notre système éducatif a intégré cinq innovations majeures de 2010 à nos jours : la pédagogie de groupe, la pédagogie différenciée, le tutorat, l'approche ASEII/ PDSI, l'Approche Pédagogique Intégratrice.

Seulement, pour des contraintes budgétaires, le Ministère en charge de l'éducation n'arrive pas à assurer adéquatement une formation des enseignants sur ces approches. Les stages de formation organisés avec le soutien financier de Res Publica, viennent combler ce vide, soulager et suppléer les pouvoirs publics. Les recommandations, les bonnes pratiques, les techniques et procédés novateurs issus de ces séances de formation connaissent une mise en œuvre dans les classes et les effets sont perceptibles.

Ainsi, jadis considérée comme un des maillons faibles de la province du Boulkiemdé (en matière de résultats scolaires), la zone d'intervention de Res Publica, est devenue de nos jours un pôle d'excellence. Depuis 2016, et à ne considérer que les taux bruts, chaque année aux résultats du Certificat d'Études Primaire (CEP), au moins deux CEB sur les quatre sont en tête du classement. Elles se placent dans les quatre premières places tant au niveau provincial que régional.

Les stages de formation organisés avec le soutien financier de Res Publica, viennent combler ce vide, soulager et suppléer les pouvoirs publics. Les recommandations, les bonnes pratiques, les techniques et procédés novateurs issus de ces séances de formation connaissent une mise en œuvre dans les classes et les effets sont perceptibles.

A titre illustratif : en 2016, la CEB de Soawa occupé la première place provinciale et Nanoro 1 s'est classée deuxième. Il en est de même en 2017. Lors des sessions de 2018, 2019 et 2020, les deux CEB de Nanoro ont pris les deux premières places dans la province et se sont classées au niveau régional quatrième au pire des cas. Dans l'ensemble, sur les quatre dernières années, la moyenne des taux de succès au CEP est d'au moins 75 % dans toutes les CEB de la zone d'intervention.

Comme nous le voyons, les stages de formation constituent de réelles opportunités de renforcement des compétences des enseignants. Ils sont l'un des facteurs explicatifs majeurs de l'amélioration des résultats scolaires ci-dessus dépeints.

En somme, disons que le secret de la réussite pédagogique se trouve dans la remise en cause permanente de ses pratiques (« le doute méthodique ») ; et les stages dans leur format actuel favorisent cette action en bousculant l'enseignant dans ses certitudes.

Pascal GUISSOU K.
inspecteur de Nanoro 2

SANTÉ

Un laboratoire biomédical pour le centre médical de Nanoro

- ◆ 1 LABORATOIRE D'ANALYSES BIOMÉDICALES
- ◆ 2 LABORANTINS AFFECTÉS PAR LE DISTRICT SANITAIRE



« Depuis la construction du centre médical de Nanoro en 2017, nous n'avions pas de laboratoire, ce qui rendait la tâche difficile aux agents de santé. Aujourd'hui, c'est plus qu'un soulagement. Nous pourrions désormais faire des examens sur place et éviter ainsi les longues distances » dit le Docteur Macaire NANA, médecin chef du district sanitaire de Nanoro pendant la cérémonie d'inauguration le 27 février 2021, du laboratoire Biomédical construit par notre association.

Res Publica en collaboration avec l'association EMEJ a en effet, mis à la disposition du personnel de santé du centre médical de Nanoro et de la population, un laboratoire biomédical entièrement équipé avec un stock de réactifs permettant de fonctionner sur au moins trois mois. Avec notamment une salle d'attente, une salle de prélèvement, un bureau, deux salles d'analyses, ce laboratoire va faciliter l'accès aux soins de qualité dans la commune rurale de Nanoro.

RÉPONDRE À L'URGENCE DE LA SITUATION...

Comme l'a souligné le directeur général de Res Publica, Fabien PAGES, lors de la cérémonie d'inauguration présidée par le ministre de la santé du Burkina « *La santé et la qualité de la prise en charge de la population sont au cœur de nos préoccupations* ».

Ce laboratoire biomédical entièrement équipé va faciliter l'accès aux soins de qualité dans la commune rurale de Nanoro.

L'accès des populations aux soins de santé constitue une préoccupation pour les autorités nationales et locales du Burkina. Ce laboratoire est une réponse aux plaidoyers faits par le district sanitaire de Nanoro, les autorités locales et la population de Nanoro. Il vise à améliorer l'offre de soins.

Le ministre de la Santé du Burkina, le professeur Charlemagne OUEDRAOGO n'a pas manqué l'occasion de remercier l'ONG Res Publica et son partenaire EMEJ, pour les efforts consentis depuis plusieurs années pour accompagner l'Etat dans le renforcement du système national de santé.

PARTENARIAT AVEC LE SECTEUR PUBLIC

Une convention avec le ministère de la Santé

Santé et bien-être des populations font partie intégrante des objectifs de l'ONG Res Publica depuis sa date d'installation au Burkina en 2001. En collaboration avec l'association « Entraide Médicale Eugène Jamot » (EMEJ), l'ONG Res Publica mène des actions afin d'améliorer l'offre sanitaire et les conditions de vie des populations du Burkina et en particulier de sa zone d'intervention (les communes rurales de Nanoro, Pella et Soaw). Toutes ces actions s'inscrivent dans les orientations et les objectifs de développement économique, social et culturel définis par le pouvoir public du Burkina Faso.

C'est pourquoi, soucieux d'harmoniser et de rendre complémentaires leurs actions, le gouvernement du Burkina Faso par l'entremise de son ministère de la santé et l'ONG Res Publica se sont rapprochés en vue de la formalisation d'une convention de partenariat qui doit régir leurs relations dans le cadre des activités relevant de la santé.

Ce partenariat permettra au pouvoir public de mieux mesurer les actions de l'ONG dans le domaine de la santé et surtout de l'associer à l'œuvre d'édification d'une société où l'accès aux soins de santé par la population est une réalité. Il évitera aux deux partenaires de faire les mêmes actions dans la même zone afin d'assurer une meilleure couverture des actions.



Le gouvernement du Burkina Faso par l'entremise de son ministère de la santé et l'ONG Res Publica se sont rapprochés en vue de la formalisation d'une convention de partenariat qui doit régir leurs relations dans le cadre des activités relevant de la Santé.

Dans cette convention, les principaux engagements du ministère de la Santé sont :

- faciliter la mise en œuvre des activités de l'ONG, l'impliquer dans le processus d'élaboration de ses politiques et stratégies de développement et délivrer des autorisations en cas de besoin ;
- faciliter les procédures administratives pour le détachement ou la mise à disposition du personnel qualifié auprès de l'ONG, si besoin est, et dans la limite des possibilités.

Ce qui va, sur le plan administratif, permettre à l'ONG d'obtenir les documents et les autorisations avec moins de lourdeurs administratives en cas de besoin et de faciliter la satisfaction des

besoins en personnels de santé dans les centres de santé réalisés et suivis par l'ONG.

Vis-à-vis de la population bénéficiaire, la caution du pouvoir public apporte plus de crédit aux actions de l'ONG.

En cas de situation d'urgence, ce partenariat permettra de fédérer aisément les actions pour une meilleure efficacité sur le terrain.

Vivement que cette convention soit formalisée pour le bien être de la population de la zone d'intervention.

PARTENARIAT AVEC LE SECTEUR PUBLIC

Après la commune de Soaw, le CSPS de Soum bénéficie d'une ambulance



Selon Robert Fogel, le prix Nobel d'économie en 1993, l'amélioration de l'état de santé d'une population et le développement économique sont étroitement liés. Il est en effet essentiel d'assurer la santé et le bien-être de tous si nous voulons éradiquer la pauvreté, réaliser le développement durable, contribuer à la croissance économique et assurer la prospérité des collectivités.

C'est dans cet ordre d'idées que Res Publica et l'association Entraide Médicale Eugène Jamot (EMEJ) entretiennent un partenariat depuis un peu plus de deux décennies afin d'améliorer la couverture sanitaire et l'offre de soins dans le district sanitaire de Nanoro au Burkina Faso.

Grâce à l'expertise médicale des membres de l'association « EMEJ » et le partenariat avec les services de santé locale, les besoins réels du district sanitaire de Nanoro sont identifiés. Nous tentons alors d'y répondre en mettant en place des actions d'amélioration.

Une des actions marquantes dans le domaine de la santé au cours de l'exercice 2020-2021 est la mise à disposition d'une ambulance au CSPS du village de Soum.

LE VILLAGE DE SOUM

Situé dans la commune de Nanoro à 22 km environ du centre-ville, le village de Soum avec une population de 2 861 habitants selon le dernier recensement (2019) abrite un centre médical qui a été construit en 2005 par les ONG Res Publica et EMEJ. Ce centre accueille également les populations des communes voisines. Le village de Soum n'est accessible que par des pistes plus ou moins praticables selon la saison, ce qui ne facilite pas les évacuations impératives d'urgence vers le centre médical de Nanoro. Le CSPS faisait appel à l'ambulance du district de cette commune. Le problème de disponibilité des ambulances était récurrent et surtout le temps mis pour une évacuation était long. Les familles devaient souvent trouver elles même des solutions pour le transport de leurs malades.

Res Publica et l'association Entraide Médicale Eugène Jamot (EMEJ) entretiennent un partenariat depuis un peu plus de deux décennies afin d'améliorer la couverture sanitaire et l'offre de soins dans le district sanitaire de Nanoro au Burkina Faso.

Désormais, le CSPS de SOUM dispose d'une ambulance adaptée. Un véhicule de la flotte Res Publica a été transformé en ambulance (Brancard, gyrophare,...). Les charges de fonctionnement, de maintenance, de conduite de l'ambulance sont assumées par un comité de gestion créé à cet effet.

C'est une population désormais rassurée qui a témoigné sa gratitude à l'endroit des deux ONG lors d'une cérémonie en présence du chef de village de Soum et du maire de la commune rurale de Nanoro.

CULTURE

Une médiathèque pour faire vivre la culture et favoriser le lien social à Nanoro

◆ 1 MÉDIATHÈQUE ET 4 BIBLIOTHÈQUES

◆ 5 000 CONSULTATIONS D'OUVRAGES PAR AN

◆ 4 000 PRÊTS DE LIVRES EN MOYENNE PAR AN

Depuis plusieurs années, Res Publica encourage et facilite l'accès à la culture au cœur des villages grâce à la réalisation d'infrastructures et à la promotion d'activités culturelles.

À l'heure du tout numérique, la médiathèque joue un rôle central dans le secteur culturel. Hélas, ces infrastructures sont inexistantes en milieu rural, compte tenu de l'éloignement géographique, de l'enclavement ou souvent de l'isolement administratif.

Forte de ce constat, Res Publica a entamé, en début 2021, la construction d'une médiathèque dans la commune de Nanoro. Avec ses 200 m², elle sera fonctionnelle en janvier 2022, et proposera un large panel d'activités culturelles.

Cette infrastructure vient s'ajouter à quatre bibliothèques, toutes réalisées et équipées par l'association dans l'objectif de promouvoir la culture.



FAVORISER L'ACCÈS À LA CULTURE POUR TOUS

Le développement des actions culturelles nécessite la construction d'un espace de proximité adapté.

Au-delà de favoriser l'accès aux livres et aux outils de communication, la médiathèque sera un véritable espace culturel intégrant théâtre, cinéma, ateliers de création artistique et de nombreux spectacles.

Construite en plein centre du village, la nouvelle médiathèque sera équipée en outils informatiques et en mobiliers de qualité gracieusement offerts par l'université de Lyon. Un partenariat établi avec le service don de la Bibliothèque municipale de Lyon permet à Res Publica d'enrichir et de diversifier l'offre de livres.

En plus de favoriser l'accès aux livres et aux outils de communication, la médiathèque sera un véritable espace

culturel intégrant théâtre, cinéma, ateliers de création artistique et de nombreux spectacles. Elle aura pour vocation de devenir un lieu d'animation, d'accueil, de rencontres et de maintien du lien social. Elle est ouverte à tous, ainsi qu'aux différents partenaires associatifs. Positionnée au centre du village, elle sera un lieu d'échanges et de convivialité pour la commune.

CINÉ COLLÈGE

La sensibilisation et la conscientisation par le cinéma

◆ 3 SESSIONS DE PROJECTION PAR AN

◆ 7 ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

Chaque année des tournées cinématographiques sont organisées par l'association Cinébrousse en partenariat avec Res Publica. Il s'agit de projections de films de sensibilisation et de conscientisation dans les villages de la zone d'intervention, dénommées « ciné brousse ».

Depuis 2019, au regard de la situation sécuritaire, ciné brousse a été transformé en ciné-collège c'est-à-dire intervenant dans les lycées, collèges et internats de ces villages.

Les thèmes abordés sont essentiellement des thèmes d'actualité en rapport avec le développement local à savoir :

- les grossesses en milieu scolaire et la déscolarisation des enfants ;
- l'excision et le mariage forcé ;
- les maladies sexuellement transmissibles ;
- l'orpaillage et le travail des enfants ;
- l'exode (surtout des campagnes vers les villes pour diverses raisons) ;
- les migrations ;
- la délinquance juvénile en milieu scolaire (le comportement des élèves entre eux et envers les enseignants).



Cette année, les tournées ont été réalisées avec l'implication active des animateurs de l'éducation et celle des animateurs des bibliothèques de l'ONG Res Publica.

Des séances sont organisées autour de films africains sur l'excision, la polygamie ou encore les mariages forcés pour permettre aux élèves des villages de Nanoro, Pella et Soaw, de goûter à la magie du grand écran et de vivre une expérience collective.

De façon générale, les élèves, en particulier les filles de l'internat et les enseignants ont apprécié les différents thèmes qui ont été abordés dans les établissements. Ces projections sont à la fois récréatives et un bon moyen de développement humain au regard des thématiques proposées.

Comme perspectives nous envisageons de réaménager les heures de projection pour les programmer en soirée afin de permettre à la majorité des élèves d'y assister. Nous envisageons également de diversifier les films et d'améliorer les thèmes abordés.

AGRICULTURE

Des acquis à améliorer

NOUVELLES PRODUCTIONS :

- ◆ 138 PRODUCTEURS
- ◆ 90 HECTARES DE SÉSAME
- ◆ 25 HECTARES DE SOJA
- ◆ 89 TONNES RÉCOLTÉES

SITUATION PLUVIOMÉTRIQUE

La campagne agricole 2020-2021 aura été marquée par des conditions agro-climatiques passables pour le développement des cultures. Les pluies ont effectivement démarré tôt au niveau des trois communes (Nanoro, Pella et Soaw) dans le mois de mai. Toutefois, son installation aura été difficile au regard de l'évolution capricieuse de l'activité de la mousson avec une faible intensité et une mauvaise répartition spatio-temporelle jusqu'à fin juin.

Cependant, au cours des mois de juillet et août, la situation pluviométrique s'est stabilisée avec d'importantes hauteurs d'eau recueillies sur l'ensemble des communes. Ainsi, les opérations culturales (labour, semis, sarco-binages, épandage des engrais et buttage) se sont déroulées de façon satisfaisante pendant ces deux mois. Cette satisfaction a été compromise par les séquences sèches au mois de septembre avec un arrêt brusque des pluies en fin septembre.

SITUATION DES RENDEMENTS SUR LES TROIS COMMUNES

La situation phytosanitaire est restée calme sur l'ensemble des trois communes. En effet, aucune attaque de maladies ou de ravageurs sur les cultures mises en place n'a été signalée au cours de la campagne agricole.

Les rendements obtenus au cours de la campagne agricole 2020-2021 ne



sont pas très satisfaisants. Cette situation est imputable à dame nature qui n'a pas été très généreuse cette année. Les rendements obtenus par spéculation sont les suivants : céréales : 0,96 tonne par hectare (contre 1,1 tonne en année normale) ; légumineuses : 0,7 t/ha (contre 1 tonne) et les oléagineux : 0,6 t/ha (contre 0,9 t/ha).

NOUVELLES CULTURES PORTEUSES D'AVENIR : LE SOJA ET LE SÉSAME

La production du soja au Burkina Faso est estimée à 21 000 tonnes par an, celle du sésame à 60 000 tonnes. Ces deux productions constituent un vecteur important d'économie nationale burkinabé. La culture du soja apporte aux producteurs un supplément de revenu avec en prime des sols plus fertiles et un aliment riche en protéines pour nourrir les familles.

Au niveau de Res Publica, l'intensification et l'accroissement de ces cultures passent par le renforcement des capacités techniques d'une part et l'utilisation de semences améliorées d'autre part. 138 producteurs ont bénéficié de ce soutien par des distributions de kits (engrais, semences, produits phytosanitaires). Au total 90 hectares en sésame

La situation phytosanitaire est restée calme sur l'ensemble des trois communes. En effet, aucune attaque de maladies ou de ravageurs sur les cultures mises en place n'a été signalée au cours de la campagne agricole

et 25 hectares en soja ont été emblavés avec des productions obtenues respectivement de 76 et 13 tonnes.

Ces différents projets mis en place résultent d'une intégration agro-sylvo-pastorale réussie (restauration des sols, utilisation du fumier...) et contribuent significativement, d'un point de vue économique à augmenter les revenus des producteurs et de leurs familles.

D'autre part, au titre des renforcements des capacités, 178 personnes (hommes et femmes) ont été formés sur des thèmes variés.

ACTIVITÉS GÉNÉRATRICES DE REVENUS

L'expérience de l'élevage de chèvres, de la culture du Soja et du sésame

- ◆ 14 GROUPEMENTS FÉMININS
- ◆ 200 FEMMES BÉNÉFICIAIRES
- ◆ 150 CHÈVRES ÉLEVÉES POUR 308 NAISSANCES
- ◆ 25 HECTARES DE SOJA
- ◆ 13 TONNES DE RÉCOLTES

Les activités génératrices de revenus (AGR) commencées il y a une quinzaine d'années, ont pour objectif d'accompagner les groupements féminins et, à travers eux, d'aider leurs familles avec des activités qui génèrent des bénéfices.

Chaque année Res Publica octroie des crédits pour le développement de ces activités. Au début, une dizaine de groupements étaient concernés mais aujourd'hui quatorze groupements sont accompagnés avec plus de 200 membres. Les activités des organisations paysannes féminines (OPF) portent essentiellement sur la production d'huile de neem, de beurre de karité, de purée de tomate, de riz étuvé, de soubala ainsi que la fabrication de savons.

Depuis deux ans, nous avons diversifié les activités par l'introduction de l'élevage de chèvres, la production et la transformation du soja.

L'ÉLEVAGE DE CHÈVRES : UNE EXPÉRIENCE FRUCTUEUSE

Le projet a débuté en juillet 2019. Cent cinquante chèvres de races locales ont été réparties entre cinquante femmes. L'opération a consisté à une dotation de trois chèvres par femmes qui au bout de deux ans, doivent rendre deux chèvres à Res Publica, qui seront redistribuées à d'autres femmes. Une façon



Afin d'aider les femmes à bien s'organiser, des séances de formation ont été organisées. Treize femmes ont effectué un voyage d'étude dans la commune de Léo pour un partage d'expériences dans la production et la transformation du soja.

de pérenniser l'action dans la solidarité.

Le but du projet étant la réduction de la pauvreté en milieu rural par l'élevage des chèvres, la responsabilisation des actrices passe par la consolidation des actions de durabilité. En vue de minimiser la mortalité des animaux, il a été identifié un fournisseur de chèvres de races locales capables de s'adapter convenablement à l'environnement ainsi qu'un suivi sanitaire par un vétérinaire assurant traitements et vaccinations.

Actuellement on comptabilise 308 naissances vivantes. En juillet 2021 le service agropastoral de Res Publica procédera à la restitution des premières chevrettes et à la redistribution aux nouvelles bénéficiaires.

LA TRANSFORMATION DU SOJA : UNE PRODUCTION À FORTE VALEUR AJOUTÉE

L'intensification de la culture du niébé par les femmes ayant donné d'excellents résultats ces précédentes années, nous avons décidé de dupliquer l'opération avec la production du soja.

Une centaine de femmes issues des organisations paysannes féminines soutenue par Res Publica a bénéficié d'un accompagnement à la culture du soja. Chaque bénéficiaire a emblavé 0,25 ha, soit un total de 25 hectares ayant généré 13 tonnes de graines de soja. Forte de cette récolte, le produit pourra être transformé et commercialisé sous différentes formes : huiles, tofu, lait, tourteaux... Actuellement ces transformations sont encore au stade de développement.

Afin de permettre aux femmes d'être bien organisées d'une part et de maîtriser les différentes techniques de production et de transformation d'autre part, des séances de formation ont été organisées. Treize femmes ont effectué un voyage d'étude dans la commune de Léo pour un partage d'expériences dans la production et la transformation du soja.

QUE SONT-ILS DEVENUS ?



MARTINE BONKOUNGOU: ENGAGÉE DANS LA PROMOTION DU BIO AU BURKINA FASO

Mme Savadogo née Bonkoungou Martine fut l'une des premiers élèves qui ont été accompagnés par Res Publica. Ancienne pensionnaire du lycée professionnel agricole de Nanoro, elle a suivi plusieurs stages et formations avant de travailler pendant six ans (2008 - 2013) au sein de Res Publica, en tant que responsable des activités génératrices de revenus. Une responsabilité qui lui a permis de gérer et de dynamiser les activités d'une quinzaine de groupements féminins grâce notamment aux formations aux bonnes pratiques agricoles pour une sécurité alimentaire garantie.

Martine est aujourd'hui directrice générale de Bioprotect, une entreprise qui a mis au point un biofertilisant moins agressif pour les sols. L'entreprise produit et commercialise des intrants biologiques. Son objectif est de proposer une alternative durable à l'utilisation des pesticides chimiques très polluants et ainsi promouvoir une agriculture biologique au Burkina Faso.

Promotrice de la marque « Ecobio panier », spécialisée dans la commercialisation des fruits et légumes écologiques et biologiques, Martine a su s'imposer dans le marché de l'alimentaire bio et compte plus de 20 agents permanents et 50 ouvriers saisonniers au Burkina Faso.

En décembre 2020, elle a été lauréate du trophée « ICAF » initié par « Initiatives Climat », une association qui récompense les porteurs d'un projet innovant en lien avec le changement climatique en Afrique de l'Ouest.



GILBERT KAZIENGA, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE « ALLIANCE CLIMAT & ENERGIE SOLAIRE (ACES) »

Gilbert KAZIENGA a bénéficié du soutien de Res Publica de 2004 à 2009. Après son baccalauréat série D, il a entamé son cursus universitaire dans une Université Technique au Burkina Faso puis le cycle Ingénieur au Mali avec le soutien de Res Publica où il obtient son diplôme d'ingénieur de conception en génie électrique. De retour au Burkina, Gilbert bénéficie d'une bourse de l'Union européenne pour se spécialiser en énergies renouvelables à l'Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement (2IE). Une spécialisation qui lui a valu l'obtention d'un Master spécialisé en énergie renouvelable et changement climatique.

Sur le plan professionnel, Gilbert capitalise 10 années d'expérience. En effet, il travaille depuis 2011 sur les questions d'accès à l'énergie ; ce qui lui a permis d'acquérir de solides compétences dans le domaine d'accès aux énergies renouvelables. Après son Master spécialisé en 2010, Gilbert a d'abord travaillé au Burkina Faso avec une ONG Suisse sur un projet biomasse énergie en tant que chargé de Projets.

En 2016, Gilbert rejoint le domaine humanitaire (ONG HELP) où il travaille pour le compte du HCR en tant que chargé de l'environnement et de l'accès à l'énergie aux personnes déplacées.

Depuis 2018, Gilbert a créé son entreprise dénommée « Alliance Climat & Energie Solaire (ACES) » dont il est le directeur général. La création de Alliance Climat repose sur la conviction qu'il est nécessaire de mettre en synergie les compétences techniques et de renforcer l'expertise locale pour répondre aux défis actuels de l'accès à l'énergie de qualité au Burkina Faso.



ALGHASSIMOU DIALLO: UN PRATICIEN DU DÉVELOPPEMENT POLYVALENT

C'est en 2011 que le chemin de Alghassimou Diallo croise celui de Res Publica. Il intègre l'association pour suivre son stage de validation à la suite d'une formation de Master 2 en ingénierie de développement local à l'Université Catholique de Lyon (UCLY). Un stage le conduit ensuite au Burkina Faso où il participe à l'élaboration d'un rapport d'évaluation d'impacts de 10 années d'intervention de Res publica dans le secteur de l'éducation au Burkina Faso.

Une année plus tard, en 2012, Alghassimou est admis à l'Université Sciences et Technologies de Lille 1 pour suivre un Master 2 en Ingénierie de Projets de Coopération. Res Publica lui accorde une bourse complémentaire pour lui permettre de poursuivre son année d'études dans de meilleures conditions. Le diplôme en poche, Alghassimou retourne en Afrique en 2013 et enchaîne les expériences, avec la volonté surtout d'encourager, en tant que formateur, ceux qui souhaitent suivre le même cursus que lui.

Depuis 2013, il a successivement pu occuper en Guinée et au Burkina Faso, des postes qui allient administration, gestion des ressources humaines, ingénierie de projets, management d'équipes, relations publiques, gestion de consultants et interventions thématiques en lien avec le développement et la coopération (Program Manager, gestionnaire de projets, Deputy Director, Team Leader...).

A woman with dark, curly hair is kneeling on a dark surface, wearing a vibrant red dress. Her head is tilted far back, and her eyes are closed, suggesting a state of deep relaxation or meditation. A large, semi-transparent red diamond shape is overlaid on the center of the image, containing the text 'NOS PROJETS EN FRANCE'. The background is dark, with a diagonal grey band running from the top left to the bottom right.

NOS PROJETS
EN FRANCE

Les Demoiselles d'Afrique : valoriser la place de la femme dans la société africaine.

- ◆ 6 ARTISTES AFRICAINES
- ◆ 3 RENCONTRES ET DÉBATS



Chaque année dans le cadre de l'événement « Si loin si proche », les SUBS invitent un lieu de résidence et de création international qui leur ressemble pour faire découvrir une scène artistique inédite en France. Il s'agit aussi de rendre sensibles l'esprit et le génie d'un lieu, son art de vivre et de créer, en s'intéressant à ses musiques, sa gastronomie, ses débats d'idées, son sens de la fête.

En 2021, en collaboration avec Res Publica, cap sur le Burkina Faso avec le Centre de Développement Chorégraphique - la Termitière, Ouagadougou. Les chorégraphes burkinabè Salia Sanou et Seydou Boro ont fondé en 2006, la Termitière – un nom insolite pour désigner un lieu qui « *comme une termitière grossit de l'intérieur, par un travail souterrain industriel, pour développer en Afrique la danse contemporaine* ». Dédié aux résidences

de création, à la formation professionnelle, à la diffusion de spectacles et à l'organisation d'un festival « Dialogues de corps », ce lieu pionnier en Afrique est aujourd'hui l'une des plates-formes artistiques les plus dynamiques du continent.

Création du spectacle Les Demoiselles d'Afrique avec Ange Aoussou-Dettmann, Agathe Djokam Tamo, Aicha Kaboré, Kadidja Tiemanta, Carmelita Siwa & Germaine Sikota.

Salia Sanou réunit six jeunes chorégraphes et danseuses pour composer un portrait d'une jeune génération prête à en découdre. Un manifeste artistique sur la place des femmes en Afrique au XXI^e siècle.

Originaires de Côte d'Ivoire, du Cameroun, du Burkina Faso, du Togo, du Bénin et du Mali, les danseuses puisent chacune dans leur dernière

création, solo ou duo, pour composer une œuvre collective.

Saisissant portrait de groupe d'une jeune génération de chorégraphes, cette création explore le deuil, la solitude, les traditions aliénantes mais aussi l'ironie et la fantaisie comme énergie créatrice. Voici venir la relève de la danse contemporaine africaine.

L'édition de cette année aura lieu du 22 au 25 septembre 2021 aux SUBS, lieu vivant d'expériences artistiques, Lyon 1^{er}.

Des concerts, un grand bal et des rencontres seront organisées en partenariat avec Le Monde Afrique.

Margot DUBREUIL,

Chargée de communication - Les Substances

LES DYNAMIQUES

Des Podcasts pour prolonger la réflexion

Les podcasts couvriront de nombreux champs autour desquels le projet « Les Dynamiques » est structuré : participation de la société civile, sécurité et développement, démographie, migrations, environnement, coopérations entre l'Europe et l'Afrique, etc.



Le projet « Les Dynamiques » a sérieusement souffert de la crise sanitaire. L'impossibilité de voyager et d'organiser des rencontres publiques ont fortement modifié la feuille de route que l'association avait posée pour ce projet.

Dans ce contexte, Res Publica a décidé de mettre en œuvre une nouvelle approche en lançant la réalisation de podcasts. Ces entretiens, réalisés par la journaliste Nora Hamadi, doivent permettre – à distance – de continuer la réflexion qui structure et anime le projet « Les Dynamiques ».

Pour la première émission de la série, Nora Hamadi a interviewé Lilian Thuram et François Gemenne autour de leur ouvrage respectif « La Pensée blanche » et « On a tous un ami noir ». Discussion d'environ une heure, elle a permis de couvrir un large champ de questions qui animent le débat public contemporain à savoir l'identité, la colonisation, les migrations, etc.

Enregistrée au théâtre El Duende d'Ivry sur Seine, cette première émission doit ouvrir la voie d'une série qui couvrira de nombreux champs autour desquels le projet « Les Dynamiques » est structuré : participation de la société civile, sécurité et développement, démographie, migrations, environnement, coopérations entre l'Europe et l'Afrique, etc.

Ces podcasts seront disponibles sur le site internet de Res Publica et sur les plateformes d'écoute.

Le projet continue de grandir

L'équipe de Res Publica travaille sur la création d'un concours à destination des collégiens et lycéens. Ce concours national sera basé sur les outils mis à disposition dans le kit pédagogique.

Les vidéos portant sur les questions migratoires ont connu un certain succès d'estime avec plus de 2 millions de vues sur les différents réseaux et plateformes de diffusion. Si le rythme de production a été ralenti cette année, il devrait reprendre en fin d'année.

En effet, différentes organisations, nationales et internationales, ont contacté l'équipe de Res Publica pour proposer des partenariats. Actuellement en cours de discussion avec les futurs partenaires, sur les sujets à aborder et les disponibilités d'agendas, l'automne devrait marquer le retour des professeurs, maîtres de conférences, experts, fonctionnaires et avocats devant la caméra.

En ce qui concerne le Kit Pedagogoo, une phase d'évaluation est en cours pour pouvoir déterminer la fréquence d'utilisation du kit, sa pertinence ainsi que les améliorations à apporter. Cette évaluation est difficile à mener en raison des contraintes que la crise sanitaire a fait peser sur les enseignements dans les établissements scolaires.



Malgré tout, les acteurs de l'éducation restent mobilisés pour utiliser le Kit Pedagogoo dans le cadre de leurs enseignements. A cet égard, il peut devenir un outil pédagogique important au moment de la campagne présidentielle de 2022 à l'occasion de laquelle les questions migratoires émergeront dans le débat public. Le kit pourra constituer une ressource importante en matière d'instruction civique.

Sans attendre cette échéance électorale et les débats qui l'accompagneront, l'équipe de Res Publica travaille sur la création d'un concours à destination des collégiens et lycéens. Ce concours national sera basé sur les outils mis à disposition dans le kit. Des discussions sont lancées pour construire ce concours en partenariat avec une prestigieuse institution nationale garante du respect des droits humains. Affaire à suivre !

Enfin, la « marque » Migrations en Questions prend la voie de l'internationalisation. Les équipes de Res Publica ont accepté de candidater avec l'association d'éducation populaire e-graine au programme Erasmus + de l'Union européenne.

Le projet, auquel participent plusieurs organisations européennes, a pour objectif de proposer un programme d'éducation populaire sur les thèmes des politiques migratoires européennes fondé sur des vidéos Migrations en Questions et des outils pédagogiques spécifiquement adaptés à « l'éduc' pop' ».

Introduit au printemps, ce projet devrait être lancé en fin d'année 2021, si toutefois, il est accepté par le jury d'évaluation organisé par la Commission européenne. Si cela devait être le cas, ce serait une preuve supplémentaire de la pertinence du projet Migrations en Questions, par son européanisation et son inscription, dans les méthodes et réseaux de l'éducation populaire portés par la société civile.

MÉDIAS

Europe
Afrique, la
société civile
investi
politique

—
TRIBUNE

Collectif

Les signataires de cette tribune
réunis en février à Ouagadougou

Jean-Claude Perrin fondateur de l'association Res Publica.

« La France pourrait aller chercher au Sahel le personnel médical dont elle a besoin »

Alors que les bras manquent à l'hôpital, Jean-Claude Perrin, fondateur de l'association Res Publica, plaide pour une immigration choisie en provenance d'Afrique.

En ces temps de Covid-19, l'hôpital est sous tension. On se focalise beaucoup sur les budgets trop serrés et on oublie trop souvent que le personnel aussi fait défaut pour pouvoir augmenter le nombre de lits. Et pas de manière seulement conjoncturelle, même si son manque est plus criant aujourd'hui qu'hier. Avant l'épidémie déjà, il manquait plus de 1 000 infirmières et aides-soignantes en Ile-de-France. Chaque année, l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (APHP) ferme des lits pour cette raison.

Et pourtant, des infirmiers et infirmières formées pourraient les suppléer si on regardait vers le sud. Vers des pays d'Afrique subsaharienne, comme le Burkina Faso – que Res Publica, l'association que j'ai fondée il y a vingt ans, connaît très bien –, où plusieurs milliers de diplômés d'Etat attendent un emploi. Ils et elles ont réussi leur examen, à l'issue d'une formation suffisamment solide pour être capables d'ausculter, de faire un diagnostic et même d'établir l'ordonnance de patients qui ne verront jamais de médecin dans ce pays où ils font cruellement défaut. Ces jeunes professionnels attendent que l'Etat les recrute car, faute de couverture sociale, il n'existe évidemment pas de secteur libéral.

Alors si d'un côté on manque de professionnels formés et si de l'autre ils sont trop nombreux pour avoir un travail, pourquoi ne pas accueillir ces renforts dans nos hôpitaux, après une formation complémentaire qui pourrait être mise en

œuvre dans les nombreux dispensaires burkinabè ? Pourquoi ne pas accepter l'idée que nos infirmières sont au Sud ?

C'EST AU SUD QU'EST LE VÉRITABLE VIVIER

D'ailleurs, ce questionnement pourrait être plus large, le confinement ayant montré que la main-d'œuvre ne manque pas seulement au sein du système médical. Au printemps, alors que 4 millions de personnes étaient au chômage et près de 8 millions au chômage technique en France, les agriculteurs n'ont pas trouvé suffisamment de monde pour ramasser toutes les fraises. Et plus récemment, début octobre, il a fallu organiser un pont aérien entre la Corse et le Maroc pour que la clémentine de Corse puisse être récoltée.

On peut le regretter, mais c'est une réalité. Avec l'ouverture du marché du travail européen, la France, l'Allemagne et l'Italie ont pu compter sur la main-d'œuvre polonaise ou roumaine. Mais pour les mêmes raisons démographiques que dans le reste de l'Europe, cette main-d'œuvre n'est pas intarissable. Depuis une dizaine d'années, les entreprises technologiques de l'Union européenne (UE) se disputent les ingénieurs et informaticiens. L'Allemagne s'en sort pour l'heure en attirant les jeunes des pays méditerranéens : Portugal, Espagne, Italie, Grèce... Mais c'est plus au sud qu'est le véritable vivier.

Au 1^{er} janvier 2020, la population de l'UE à 27 était d'un peu moins de 448 millions

d'habitants. En 2019, elle s'est accrue de 900 000 personnes. Pourtant, les décès (4,7 millions) ont largement dépassé les naissances (4,2 millions, soit 90 000 de moins qu'en 2018) et c'est l'immigration seule qui a permis d'assurer la légère augmentation de la population. Avec une immigration nulle, la population de l'UE diminuera de près de 100 millions de personnes dans les 60 prochaines années, estime Eurostat.

S'agissant de la seule France, le nombre de naissances, bien qu'historiquement bas, est encore supérieur au nombre de décès (+ 140 000) et, contrairement à une idée reçue, l'immigration y est très faible puisque le solde migratoire n'est que de 46 000 personnes. La population de moins de 15 ans représente un peu plus de 12,3 millions de personnes et celle de plus de 65 ans autant (12,6 millions). En comparaison, les trois pays centraux du Sahel (Mali, Burkina Faso, Niger) comptent 64 millions d'habitants, soit à peu près autant que la France, mais l'âge médian y est de 16 ans (15 pour le Niger, 17 pour le Burkina Faso).

UNE IMMIGRATION DE TRAVAIL BIEN PENSÉE

Ces comparaisons aident à mieux comprendre tout l'intérêt qu'auraient l'UE en général et la France en particulier à définir une vraie politique d'immigration correspondant à la situation réelle des deux zones. Compte tenu de la largeur du vivier, on pourrait aller chercher au Sahel des infirmiers, aides-soignants voire

médecins, mais aussi les ingénieurs ou informaticiens dont nous avons besoin, sans craindre une « fuite des cerveaux ».

L'association Res Publica est présente depuis vingt ans au Burkina Faso et y a financé la construction de 600 classes, dont la moitié dans une zone spécifique où elle cogère l'instruction publique avec les services de l'Etat. D'autres l'ont fait ailleurs, si bien que des centaines de milliers de jeunes ont désormais rejoint l'école. Ceux qui obtiennent le

baccalauréat tentent des formations supérieures : écoles d'ingénieurs ou d'informaticiens, IUFM pour les instituteurs, facultés pour les enseignants du secondaire, facultés de médecine dans les deux principales villes et, dans plusieurs villes, des écoles menant au diplôme d'infirmier d'Etat ou de sage-femme. Mais dans une économie dominée à 85 % par l'agriculture, ils ne trouvent pas d'emploi une fois leurs études terminées.

La main-d'œuvre formée est donc là. Et la meilleure lutte contre l'immigration clandestine serait une immigration de travail bien pensée, répondant aux besoins de la France et de l'Europe. Les grandes institutions comme l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ou l'Organisation internationale du travail (OIT) le savent pertinemment. Mais c'est de lucidité et de courage pour affronter les préjugés dont nous avons besoin.

TRIBUNE - 21 DÉCEMBRE 2020 - LE MONDE.FR

Le Monde.fr

Fabien Pagès - Directeur général de Res Publica.

Éducation : « En Afrique, le numérique est une option d'avenir, à condition d'être partagé par tous et partout »

Pour Fabien Pagès, de l'association Res Publica, ces nouveaux moyens d'apprentissage représentent « le seul moyen de transmission de masse de contenus pédagogiques ».

L'éducation et le numérique : un mariage gagnant. La crise du Covid-19 et le principe du confinement qui l'a accompagnée ont fortement perturbé les systèmes éducatifs dans tous les pays du monde. Le Burkina Faso n'a pas échappé à cette règle. Dès le mois de mars, en application du principe de précaution, tous les établissements scolaires ont été fermés, à l'exception des classes à examens (CM2, 3e et terminale). La déscolarisation des élèves durant quatre mois a entraîné une déperdition importante dans l'acquisition de connaissances.

Face à cette situation inédite, les plateformes numériques ont constitué un support utile, si ce n'est un secours bienvenu. Ce fut le cas tant pour les parents, devenus « enseignants à la maison », que pour le corps enseignant,

soucieux de maintenir et de poursuivre les apprentissages dans une « école à distance » en construction... Au Burkina Faso, la plateforme pédagogique de l'éducation nationale, www.fasoeducation.net, a mis à disposition de nombreux contenus et supports pour les enseignants, élèves et parents, de la petite section de maternelle à la terminale. Une éducation de qualité pour un public toujours plus nombreux.

SEULS 21 % DES BURKINABÉS ONT ACCÈS À INTERNET

Si les outils numériques ont apporté une réponse immédiate – et parfois imparfaite – à une situation inédite, la réflexion sur leur utilisation doit désormais s'inscrire dans une approche plus large et structurée, notamment en Afrique. En effet, ces nouveaux moyens

d'apprentissage peuvent apporter des réponses aux difficultés structurelles que connaissent de nombreux pays qui doivent combiner qualité de l'enseignement et évolution démographique. Aujourd'hui au Burkina Faso, il est fréquent de visiter des classes du secteur primaire et secondaire comptant jusqu'à 170 élèves. Au regard des projections démographiques, cette situation va perdurer. Le taux de fécondité est certes en baisse chaque année, mais reste d'un peu moins de 5 enfants par femme, alors qu'aujourd'hui déjà 44 % de la population a moins de 15 ans.

En somme, les besoins en infrastructures scolaires, enseignants et établissements sont et resteront considérables et, pour certains pays, impossibles à satisfaire dans le schéma éducatif actuel. Il est donc nécessaire de développer des

solutions nouvelles pour sauvegarder l'éducation, ce pilier du développement, ce ciment de la construction d'un pays. Réduire le nombre d'élèves par classe, comme le fait l'association Res Publica dans sa zone d'intervention, où les classes comptent en moyenne 70 élèves, est une première approche. Elle doit s'accompagner d'un effort substantiel pour le déploiement de plateformes numériques. Partie intégrante de la « boîte à outils » éducative, celles-ci représentent à ce jour le seul moyen de transmission de masse et en tout lieu de contenus pédagogiques.

Au-delà de l'apport des plateformes numériques dans l'offre de formation des enseignants et des élèves, la question de la couverture géographique constitue à bien des égards un point déterminant à prendre en considération. C'est le cas dans le nord du pays, où le

climat sécuritaire a entraîné depuis 2016 la fermeture de 2 500 établissements scolaires, privant 350 000 élèves d'accès à la scolarité. Mais c'est aussi le cas ailleurs, dans l'ensemble du Burkina Faso. Dans ce pays où l'activité économique est portée à plus de 80 % par l'agriculture, la grande majorité de la population vit en milieu rural, où les foyers sont rarement équipés de matériel informatique, de connexion de qualité, voire de réseau. Selon les chiffres de Burkina NTIC, seuls 21 % des habitants ont accès à Internet, quasi exclusivement dans les zones urbaines.

FORMER LE MIEUX POSSIBLE LES CITOYENS DE DEMAIN

Dans ce contexte, difficile de parler d'égalité des chances. Opérateurs téléphoniques, fournisseurs d'accès à Internet, services de l'Etat et ONG ont

tous la possibilité et la responsabilité de participer à l'évolution du système éducatif pour le rendre plus égalitaire et donc plus juste, avec l'ambition de former le mieux possible les citoyens de demain. Déploiement des réseaux numériques, baisse du coût des forfaits téléphoniques pour la consultation d'Internet via smartphone (97 % de l'accès actuel), création de médiathèques connectées en zones rurales sont autant d'options que tous les acteurs peuvent mettre en œuvre pour promouvoir et améliorer l'accès aux apprentissages.

Le numérique est une option d'avenir, à condition toutefois d'être partagé par tous et partout. Il peut répondre à la problématique des personnes déplacées et être un instrument pour offrir un enseignement de qualité à une population en croissance rapide.

INTERVIEW - 30 NOVEMBRE 2021 - LIBÉRATION



« En fermant l'accès au territoire européen, on permet aux réseaux parallèles de prospérer »

Pour Yves Pascouau, docteur en droit public et spécialiste des questions migratoires, la très restrictive politique européenne d'immigration « aboutit à créer des drames à nos portes ». Ce directeur des programmes Europe de l'association Res Publica et chercheur à l'Institut Jacques-Delors estime que l'Union européenne encourage des migrations « dangereuses, désordonnées et irrégulières ».

Après l'attentat de Nice commis par un Tunisien sans papiers, Emmanuel Macron a demandé une réforme de Schengen pour renforcer les frontières extérieures de l'Union. Est-ce justifié ?

A chaque fois qu'il y a une pression migratoire ou un attentat terroriste, les gouvernements demandent une réforme de Schengen. Il y a deux ans, le président de la République l'avait déjà exigée, sans faire aucune proposition concrète. Ce n'est pas étonnant, car si

l'on regarde posément la façon dont l'espace Schengen fonctionne, on se rend compte qu'il a déjà été considérablement renforcé au cours des dix dernières années. Ainsi, le « code frontières » a précisé la nature des contrôles aux frontières extérieures et les conditions du rétablissement des contrôles aux frontières intérieures. De même, l'UE a renforcé les missions et les moyens de Frontex, l'agence chargée du contrôle des frontières extérieures, notamment en créant un corps européen de 10 000

gardes-frontières. Enfin, Schengen est l'espace au monde qui compte le plus de systèmes informatisés, ce qui permet un échange d'informations entre les Etats : système d'information Schengen (SIS, personnes recherchées, fausse monnaie, objets volés, etc.), Eurodac (empreintes des demandeurs d'asile), système d'information sur les visas, système d'entrée et de sortie, Etias (autorisation d'entrée pour les personnes dispensées de visa, équivalent de l'Esta américain), système européen

d'information sur les casiers judiciaires (Ecris). Ces systèmes sont en cours de renforcement et il est prévu de les rendre interoperables d'ici à 2023. En réalité, la seule chose à améliorer, c'est la pratique des Etats, qui n'appliquent pas toujours les règles existantes.

La libre circulation est donc un bouc émissaire ?

Dès qu'il y a un problème, c'est la faute de l'Europe, ici la faute de Schengen. Ce qui permet à Emmanuel Macron de faire le lien entre Schengen et l'attentat de Nice, c'est que son auteur est un Tunisien qui a emprunté une voie migratoire. Or c'est une exception : la très grande majorité des terroristes qui ont agi sur le territoire européen étaient européens. Surtout, le chef de l'Etat semble induire que les frontières nationales vont davantage nous protéger que l'espace Schengen tant qu'il ne sera pas réformé. Or c'est faux : Schengen ou pas, il est difficile d'identifier les terroristes avant qu'ils ne frappent, et surtout ce travail relève des services de renseignement et de police. Une frontière intérieure ne change rien à l'affaire : le terroriste tunisien est certes entré par l'Italie, mais il a franchi la frontière franco-italienne, où les contrôles ont été rétablis en 2015. Si l'on regarde l'espace Schengen, on s'aperçoit qu'il est particulièrement bien surveillé, comme le montre la chute des entrées irrégulières depuis le pic de 2015 : à la suite des réformes mises en place, elles sont désormais retombées à leur niveau de 2012.

Pourtant, la Commission a proposé, en septembre, un énième « Pacte sur l'immigration et l'asile » visant à renforcer davantage les contrôles aux frontières extérieures...

La Commission sait que le débat migratoire est cadenassé par les Etats, qui ne veulent entendre parler que de contrôles et de renvoi des étrangers non admis au séjour. D'où la tonalité répressive de ce paquet qui, par exemple, lie dans un

même texte l'asile et le retour : l'idée est de faire le tri en cinq jours, de préférence aux frontières, entre le « bon » demandeur d'asile, qui a vocation à entrer sur le territoire de l'Union, et le « mauvais » migrant économique, qui doit être renvoyé immédiatement. En revanche, on n'a rien sur l'immigration légale, qui se limite à la réinstallation de réfugiés statutaires provenant de pays tiers et à la sélection des « talents ».

En clair, l'Europe est une forteresse qui ne cesse d'élever les murs qui l'entourent ?

L'étape suivante, puisque pour l'instant la construction d'un mur physique autour de l'Union n'est pas à l'ordre du jour, c'est la violation voire la limitation des droits fondamentaux des migrants. Les pushback [refoulements de migrants par la force, ndr] en Méditerranée orientale, qui violent clairement le droit d'asile, ou la tentation de transférer le traitement des demandes d'asile aux pays tiers en sont une illustration.

N'est-ce pas le cas de l'accord avec la Turquie ?

C'est la même logique : on a demandé à la Turquie de contrôler ses frontières avec l'Union, en échange de plusieurs milliards d'euros, afin d'empêcher les demandeurs d'asile d'arriver sur le territoire européen, et donc de faire valoir leurs droits. De plus, la déclaration prévoit le renvoi des demandeurs d'asile depuis la Grèce vers la Turquie, considérée comme un « pays tiers sûr ». Or c'est une erreur juridique : la Turquie n'est pas un « pays tiers sûr » tel que défini par une directive européenne, car elle n'applique pas la convention de Genève sur le statut de réfugiés aux non-Européens... Ce qui est paradoxal, c'est que les Européens ont bâti en vingt ans le système d'asile le plus protecteur du monde, mais il ne fonctionne que si la personne a posé son pied sur le territoire de l'Union. Or on ne cesse de renforcer nos frontières extérieures, ce qui empêche les demandeurs d'asile d'y avoir accès par la voie légale.

L'UE, en voulant lutter contre l'immigration illégale, l'encourage en réalité ?

Tout à fait. C'est la même logique que la prohibition aux Etats-Unis : en interdisant la vente d'alcool, on a permis à la mafia de prospérer. En fermant l'accès au territoire, on permet aux réseaux parallèles de prospérer. Ce trafic est non seulement rémunérateur mais, contrairement aux trafics d'armes ou de drogue, personne ne se plaint quand la « marchandise » est perdue ! Dans un réseau de trafic de drogue, si le passeur perd une tonne de cocaïne, il passera un sale quart d'heure...

La politique européenne aboutit donc à ce que 20 000 personnes se soient noyées en Méditerranée depuis 2014...

On aboutit à créer des drames à nos portes, c'est certain. Le pacte de Marrakech prévoyait pourtant qu'il fallait organiser des « migrations sûres, ordonnées et régulières ». Quand on regarde la situation aujourd'hui en Europe, on a des migrations dangereuses, désordonnées et irrégulières.

RES PUBLICA DANS LES MÉDIAS



OUEST FRANCE

« *Tout le monde préfère fermer les yeux sur les refoulements illégaux de migrants* »

28/05/2021 - ENTRETIEN - YVES PASCOU



FRANCE CULTURE

Frontières : réformer Schengen ?

05 DÉC. 2020 - DÉBAT - YVES PASCOU



LA RTB

Inauguration du laboratoire biomédical du Centre Médical de Nanoro (Boulkiemdé)

27/02/2021 - REPORTAGE - FABIEN PAGÈS



BF1 TV

Inauguration de l'atelier de recyclage des sachets plastiques à Nanoro : la coopérative YAMBA D

27/02/2021 - REPORTAGE - FABIEN PAGÈS



SUD-OUEST

Europe : faut-il craindre le retour des frontières ?

24/02/2021 - ENTRETIEN - YVES PASCOU



MÉDIAPART

Le garde-frontière Frontex en pleine tourmente

22/02/2021 ARTICLE - YVES PASCOU



FRANCE INFO

Covid-19 : en fermant ses frontières, l'Allemagne accentue la "totale cacophonie entre les Etats européens", critique un chercheur

15/02/2021 - ENTRETIEN - YVES PASCOU



LE MONDE AFRIQUE

Au Burkina Faso, des internats de filles pour franchir le cap de l'école primaire

06/12/2020 - ENQUÊTE - INTERNATS RES PUBLICA



RFI

Faut-il craindre une nouvelle crise des réfugiés ?

31 AOÛT 2021 - YVES PASCOU

FINANCES

	2018	%	2019	%	2020	%
Burkina Faso	2 505 703 €	67 %	1 864 979 €	60 %	1 714 125 €	63 %
Education	1 775 740 €		1 339 500 €		1 062 757 €	
Agriculture et environnement	204 714 €		173 177 €		257 118 €	
Santé	143 031 €		105 189 €		205 667 €	
Appui aux partenaires	382 218 €		247 113 €		188 583 €	
France et autres pays	541 090 €	15 %	653 636 €	22 %	685 342 €	25 %
Le Monde Afrique	–		30 389 €		144 000 €	
Migrations en Questions			82 264 €		90 140 €	
Les Dynamiques	–		–		42 874 €	
African Crisis Group	138 126 €		218 926 €		104 189 €	
Cuivres en Dombes	21 000 €		20 900 €		21 000 €	
Nicaragua	104 065 €		90 646 €		30 925 €	
Biélorussie	5 830 €		3 126 €		2 396 €	
Mali	4 000 €		1 500 €		4 000 €	
Liban	3 300 €		2 850 €		1 200 €	
Madagascar	–		5 000 €		1 000 €	
Divers projets	285 769 €		180 032 €		243 618 €	
Frais de Fonctionnement	355 516 €	10 %	512 379 €	16 %	287 843 €	11 %
Dotation aux Amortissements	45 664 €	1 %	58 082 €	2 %	22 579 €	1 %
TOTAL	3 717 225 €		3 089 076 €		2 741 369 €	

PARTENAIRES



Le Monde **Afrique**

subs



Yamba-D
Plastique





CONTACT@RESPUBLICA.ASSO.FR

WWW.RESPUBLICA.ASSO.FR

 ASSORESPUBLICA

 REPUBLICALYON

 RES PUBLICA